



# Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense



**DOSSIER**

## **PROTECTION CIVILE ET COOPÉRATION**

**CIVIL PROTECTION AND COOPERATION**

**DANS CE NUMÉRO, UN DOSSIER SPÉCIAL SUR :**  
**LE SERVICE CIVIQUE**  
**D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**  
**CIVIC SERVICE FOR DEVELOPMENT AID**

Hiver/Winter 2013

**271**

# Ministère des Affaires étrangères

## Direction de la coopération de sécurité et de défense

37, quai d'Orsay – 75700 Paris 07 SP

Tél. : 01.43.97.94.24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

### Directeur de la publication :

Général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée

### Rédacteur en chef :

Lieutenant de vaisseau Stéphanie Payraudeau

### Contributeurs :

Maeva Lagoute

### Brèves :

Commandant Eric Abraham

Colonel Renaud Devouge

Commissaire en chef Eric de Beauregard

Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez

### Dossier :

Chef de bataillon Gwenaël Barbot

Contrôleur général de la police nationale Michel Felkay

Commissaire divisionnaire Yves Godiveau

Lieutenant-colonel Florent Hivert

Général de brigade (2S) Denis Opplert

Lieutenant-colonel Gérard Ré

Colonel Daniel Strub

Lieutenant-colonel Bruno Ulliac

### Focus :

Capitaine Cyril Robinet

### Conception graphique :

© Maquette DILA

### Impression :

DILA

### Crédits photos :

© MAE, EMSOME, OIF (p. 6), EMA / Marine nationale (p. 7), EMA - Ministère de la Défense (p. 11, 12), EU ECHO / Mathias Eick (p. 13), Joachim Bertrand / Sécurité civile (p. 14, 16, 18), Laurent Roch / Sécurité civile (p. 15, 19), Stéphane Thabouret (p. 17), EU 2012 - EC/François Duboc (p. 20), EC/ECHO/ Susana Perez Diaz (p. 21 haut), EC Echo (p. 21 bas, 22), B. Arcizet / Armée de l'Air (p. 29), MAE/Frédéric de la Mure (p. 32, 33), UN Photo (p. 36), EC ECHO / Arlen Cordero (p. 38), Welt-hungerhilfe / Florian Kopp 2007 (p. 39), IHEDN (p. 41), UN Photo / Lucien Rajaonin (cahier spécial p. 7).

### Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense  
ISSN : 2118.0911





Cyclones, tempêtes tropicales, tsunamis, inondations, explosions accidentelles, catastrophes aériennes... on sait trop les conséquences désastreuses de tous ces événements dramatiques. La protection civile vise justement à s'organiser pour mieux anticiper et gérer les réponses à apporter.

Or, la France développe depuis plusieurs années, et dans un environnement international très compétitif, un modèle de protection civile et une expertise reconnus qui font l'objet, face à des catastrophes naturelles récurrentes et à des outils nationaux qui manquent d'efficacité, d'une demande de plus en plus accrue de la part de nos partenaires.

Et, depuis la réforme de 2009 qui a conduit au regroupement de tous les acteurs de la coopération sécuritaire en son sein, la DCSD est en charge aussi de ce secteur. Domaine très sensible auprès de l'opinion publique et exposé à une importante résonance médiatique, la protection civile mérite le développement d'une coopération ambitieuse.

C'est la raison pour laquelle la direction a proposé un plan d'action établi sur le triennium 2012-2014, adopté par le Département, qui permettra à terme de proposer aux partenaires qui le souhaitent de les aider à structurer et à former leur outil « protection civile », pilier de la sécurité globale de l'État.

Bien sûr, la DCSD travaille dans ce secteur en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur dont relève la coopération opérationnelle et les moyens de la protection civile. De même, la direction sollicite aussi les organisations internationales, et notamment l'Union européenne, qui s'intéressent de près à ce domaine.

Face à des événements exceptionnels dont personne ne peut ignorer les conséquences, chacun conviendra que la protection civile méritait bien d'être le thème central de ce numéro de *Partenaires Sécurité Défense* !

Bonne lecture à tous !

Le général de corps d'armée **Bruno Clément-Bollée**,  
Directeur de la coopération de sécurité et de défense

*Cyclones, tropical storms, tsunamis, floods, accidental explosions, plane crashes... we know the disastrous consequences of all these dramatic events. Civil protection aims precisely to better organize, anticipate and manage answers we could give to these disasters.*

*France has been developing for several years and in a very competitive international environment, a model of civil protection and an expertise which is highly-recognized and more and more sought after by our partners.*

*Since the 2009 reform which led to bring together all the actors of security cooperation within the DCSD, it is also in charge of this field of activity. As a sensitive topic for public opinion and media, civil protection deserves the development of an ambitious cooperation.*

*This is the reason why the DCSD established a three year action plan (2012-2014) that will permit to help demanding partners to structure and train their civil protection tool.*

*DSCD's actions in this sector are led in close cooperation with the Ministry of Interior, which is responsible for operational cooperation and for civil protection means. At the same time, the direction also appeals to international organizations such as European Union.*

*Faced with exceptional events and their consequences, everyone will agree that civil protection deserved to be the central topic for this issue of "Partenaires Sécurité Défense".*

*Enjoy your reading!*

# SOMMAIRE

## 03 ÉDITO

## 05 BRÈVES

### 05 Appui à la lutte contre le trafic de cocaïne en Afrique

*Support to the fight against cocaine trafficking in Africa*

### 06 Cycle de séminaires sur le maintien de la paix

*Cycle of seminars on peace-keeping operations*

### 07 Coopération franco-bénoïse : la place du droit dans la sécurité maritime

*Franco-Beninese cooperation: legal aspects in maritime security*

### 08 La Guinée au tournant de l'action de l'État en mer

*Guinea, a turning point for state action at sea*

### 09 Pour des équipements conformes

*Equipment test*

## 10 DOSSIER

### PROTECTION CIVILE ET COOPÉRATION

*CIVIL PROTECTION AND COOPERATION*

### 11 La protection civile, faire face à l'urgence

*Civil protection, responding to emergency*

### 14 Interview du directeur de la DGSCGC : une expertise française reconnue à l'internationale

*Interview with the director of DGSCGC: a French expertise sought after throughout the world*

### 20 Union européenne et protection civile : vers des moyens d'action renforcés

*EU and civil protection: towards enhanced means of action*

### 23 DCSD et protection civile : un plan d'action ambitieux pour un domaine prioritaire

*DCSD and civil protection: an ambitious action-plan for a priority area*

### 27 Les principaux outils de formation de la DCSD en protection civile

*DCSD's main training tools concerning civil protection*

### 32 La DCSD, des actions de protection civile sur tous les continents

*DCSD: civil protection actions on every continent*

## 40 FOCUS

### 40 La diplomatie économique de la DCSD, lancement de « Partenaires vers l'Afrique »

*Economic Diplomacy from DCSD: launch of "Partners towards Africa"*

## 42 LA DSCD ET VOUS

## CAHIER SPÉCIAL

### SERVICE CIVIQUE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

*Civic service for development aid*

### 02 Le SCAD : lier sécurité et développement

*SCAD: linking security and development*

### 05 Des expériences prometteuses, d'autres à venir

*Promising experiences and many others to come*

## APPUI À LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE COCAÏNE EN AFRIQUE

En octobre 2012, la Guinée et la France ont organisé à Conakry un séminaire régional consacré à la lutte contre le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest. Présidée par M. Maramany Cissé, ministre guinéen délégué à la Sécurité et en présence du général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense, cette manifestation a officiellement lancé le projet d'appui à la lutte contre le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest (ALCAO). Conçu et géré par la DCSD, il soutient à ce jour sept pays : le Bénin, la Guinée, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal et le Togo.

Menace transverse par excellence, le trafic de drogue dure a pris une importance inquiétante et nécessite que les États s'organisent collectivement. Entre 20 et 40 tonnes de cocaïne transiteraient ainsi chaque année par l'Afrique de l'Ouest. Mis en place sur le projet du Fonds de solidarité prioritaire avec un budget de 1,6 M d'euros, le projet ALCAO vise précisément à aider les pays partenaires à apporter une réponse régionale à ce phénomène criminel, par des actions proposées aussi bien dans les domaines de la justice et des douanes que dans ceux de la sécurité intérieure.

Le projet ALCAO, dont la mise en œuvre s'étendra de 2012 à 2014, se propose d'appuyer la création de structures de lutte contre le blanchiment, de saisie des avoirs criminels et de gestion des biens confisqués, de renforcer les capacités des services d'enquête et de soutenir la coopération régionale et internationale.



### SUPPORT TO THE FIGHT AGAINST COCAINE TRAFFICKING IN AFRICA

*In October 2012, Guinea and France organized in Conakry a regional seminar on the fight against cocaine trafficking in West Africa. Chaired by Mr Maramany Cissé, Guinean security minister and with the presence of the Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, Director of the Security and Defence Cooperation (DCSD), this event officially launched the project to support fight against cocaine trafficking in West Africa (ALCAO). Designed and managed by the DCSD, it supports at the moment seven countries: Benin, Guinea, Guinea Bissau, Côte d'Ivoire, Mauritania, Senegal and Togo.*

*As a multi-sector threat, drug trafficking has increased to an alarming extent. Between twenty and forty tonnes of cocaine yearly pass through West Africa. Part of the Priority Solidarity Fund (FSP) with a budget of 1.6 million euro, the ALCAO project aims to help our partner countries to provide a regional response to this criminal phenomenon through actions led in various sectors such as justice, customs and homeland security.*

*ALCAO project, that will be implemented from 2012 to 2014, intends to help creation of structures against money laundering, seizure of criminal assets, management of forfeited property, to strengthen investigation capacities and support regional and international cooperation.*

## CYCLE DE SÉMINAIRES SUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

Dans le but de mobiliser davantage les pays francophones en faveur des opérations de paix se déroulant en zone francophone notamment, la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense et le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) s'associent pour organiser un cycle de quatre séminaires consacrés aux enjeux et défis actuels de ces opérations.

Organisé par l'OIF, le premier séminaire de ce cycle s'est tenu en octobre dernier à Addis-Abeba. Ouvert par M. Ramtame Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine en présence de M. Hugo Sada, Délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme de l'OIF et du général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la DCSD, cette conférence était consacrée aux « Défis opérationnels et politiques de la paix en Afrique ». L'objectif de ce premier séminaire était de sensibiliser les responsables francophones en discutant des spécificités liées à leur participation aux opérations de paix et de créer un espace de dialogue, d'échange et de réflexion entre eux, les organisations internationales, régionales et sous-régionales. Cette conférence a réuni les plus hauts responsables en charge du maintien de la paix au sein des Nations unies, de l'Union africaine, des organisations sous-régionales et des principaux États contributeurs de troupes.

## CYCLE OF SEMINARS ON PEACE-KEEPING OPERATIONS

*In order to increase francophone countries mobilization in favour of peace operations, the Directorate for Security and Defence cooperation (DCSD), the International Organisation of Francophonie, the strategic affairs directorate (DAS) of the Ministry of Defence and the Geneva Centre for Security Policy (GCSP) teamed up to organize four seminars dedicated to current issues and challenges of these operations.*

*The first seminar of this cycle was held last October in Addis Abeba. Opened by Mr Ramtame Lamamra, Commissioner for Peace and Security of the African Union, with Mr Hugo Sada, Delegate for Peace, democracy and human rights of the OIF and Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, Director of the Security and Defence Cooperation (DCSD), this lecture was devoted to "operational and political challenges of peace in Africa". The objective of this first seminar was to raise francophone leaders' awareness on their participation in peace-keeping operations and to create space for discussion and exchanges between these countries and international, regional and sub-regional organizations. This conference brought together the highest officials in charge of peace-keeping actions for the United Nations, the African Union, sub-regional organizations and major troop-contributing countries.*



# BÉNIN COOPÉRATION FRANCO-BÉNINOISE : LA PLACE DU DROIT DANS LA SÉCURITÉ MARITIME

Du 10 au 21 septembre 2012, une équipe d'experts a effectué un audit du cadre légal béninois de l'action de l'État en mer. L'objectif était de rencontrer l'ensemble des acteurs publics et privés concernés par la sécurité maritime et de faire, avec eux, le bilan du dispositif législatif et réglementaire existant. Les hauts responsables des administrations ont accueilli avec intérêt cette initiative qui dépasse la seule problématique des moyens nautiques et permet d'appréhender l'ensemble de la chaîne de l'action de l'État en mer, depuis l'interception jusqu'au traitement judiciaire des trafiquants ou des pirates. Des acteurs majeurs, comme le directeur général de la Police nationale, le procureur général de Cotonou et le premier vice-président de l'Assemblée nationale, ont pu s'exprimer sur leur rôle et la vision qu'ils ont de cette thématique.

À l'image du caractère interministériel de l'action de l'État en mer, cette équipe mixte de trois auditeurs béninois des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense, accompagnés par un expert français, a pu constater que l'expression « *vide juridique* » ne correspondait pas à la réalité législative béninoise. En effet, quelques secteurs phares disposent déjà de leur code ou d'une loi-cadre comme la marine marchande ou la pêche. Mais il reste à rassembler dans un texte unique les principales prérogatives de l'État en mer, comme l'ont préconisées les conclusions de l'audit.



## FRANCO-BENINESE COOPERATION: LEGAL ASPECTS IN MARITIME SECURITY

*From 10 to 21 September 2012, a team of experts conducted an assessment mission of the Beninese legal framework of State action at sea. Senior administration officials have welcomed this initiative that goes beyond the issue of water resources and helps to understand the whole chain of State action at sea, from the interception to the judicial treatment of smugglers or pirates. Major stakeholders, as the Director General of the National Police, the Attorney General of Cotonou and the first Vice-President of the National Assembly, were able to speak about their role and the vision they have on the maritime security issue.*

*As State action at sea is an inter-agency framework, the team was a joint one of three auditors from the Beninese Ministries of Interior, Justice and Defence, accompanied by a French expert. As a result, they found that the expression "legal vacuum" was not matching reality. Indeed, some key sectors have already a legal framework, ie Maritime or Fisheries Administrations. But the gathering in a single text of the main prerogatives of the State at sea remains necessary, as recommended by the findings of the assessment mission.*

# GUINÉE LA GUINÉE AU TOURNANT DE L'ACTION DE L'ÉTAT EN MER

Après de longues années sans moyens de contrôle sur ses eaux territoriales, la République de Guinée réaffirme depuis quelques mois et avec succès sa souveraineté sur son espace maritime et peut lutter efficacement contre les trafics de toute sorte dont elle était victime, au premier rang desquels la pêche illicite. L'action de l'État en mer est désormais coordonnée par un préfet maritime qui s'affirme à la fois comme un arbitre et un facilitateur.

Après les premiers arraisonnements de pêcheurs indéliques opérés au début de l'année 2012, grâce aux vedettes de surveillance côtière nouvellement acquises, l'armée de mer dispose depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2012 d'un nouvel atout avec la mise en service de son premier sémaphore, au large de Conakry. Avant même d'être déclaré opérationnel, le sémaphore a permis, pendant les travaux d'étalonnage de son radar, l'arraisonnement de quatre bâtiments de pêche qui se livraient à des activités illicites à moins de 20 milles des côtes (photo ci-dessus).

Au bilan, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la Guinée a arraisonné une vingtaine de pêcheurs indéliques, un navire de migrants et a porté assistance à plusieurs bâtiments en difficulté. Nul doute que l'action entreprise va porter ses fruits : déjà, les navires de pêche industrielle évitent de venir travailler dans les zones protégées surveillées par le sémaphore.

Un bel exemple de coopération bilatérale réussie, la Guinée s'étant chargée de construire l'infrastructure — avec l'aide logistique des éléments français au Sénégal ou des bâtiments assurant la mission « Corymbe » — la coopération de défense ayant, elle, fourni l'équipement de la passerelle du sémaphore.



*After many years without means of control over its territorial waters, the Republic of Guinea successfully reaffirmed over the past few months its sovereignty over its maritime space. The country is now able to efficiently fight against trafficking of all kinds, in particular illegal fishing. State action at sea is coordinated by the Maritim Prefect who is acting both as an arbiter and a facilitator.*

*After the first boarding of unscrupulous fishermen at the beginning of 2012 thanks to their new coastal patrol vessels, the marine forces can now take advantage of the commissioning on the 1<sup>st</sup> of December 2012 of its first semaphore. Before being declared operational, this semaphore allowed during the radar calibration work in progress the boarding of four fishing vessels that were engaged in illegal activities within twenty nautical miles of the coastline (photo above).*

*Since the 1<sup>st</sup> of January, Guinea boarded some twenty fishing vessel, an illegal migrant boat and brought assistance to several ships in difficulty. There's no doubt this action will bear fruit. Industrial fishing vessels already avoid to work in protected areas monitored by the semaphore.*

*It is a good example of a successful bilateral cooperation: Guinea was responsible for building this infrastructure — with logistical support of French elements in Senegal or of Corymbe mission forces — while defence cooperation supplied the equipment for the semaphore bridge.*





## EQUIPMENT TEST

*Cooperation in the policing field cannot be designed without equipments matching to the doctrines taught. This is why the DCSD concludes public procurement contracts for free-transfer of equipments to partner countries.*

*In this context, protective equipments have been tested during summer 2012 in the gendarmerie laboratories of Rosny-sous-Bois. These tests intent to check that the material offered by suppliers complies with defined specifications.*

*In order to reproduce field conditions, anti-shock materials (shields, oversleeves, greaves...) were heated in an oven (considering climate of destination countries) and tested on a calibrated percussion trestle reproducing blunt weapon shocks (pickaxe handle, tonfa). Regarding bullet-proof vests, a compliance test was conducted in a closed shooting tunnel with kinematic statement. Technical tests have been completed with ergonomic ones, including fitting on human-bodies and handling.*

*Identifying the most efficient equipments under resource constraints, this laboratory provides valuable assistance to the DCSD.*

## POUR DES ÉQUIPEMENTS CONFORMES

La coopération dans le domaine du maintien de l'ordre ne peut valablement se concevoir sans disposer des équipements correspondant aux doctrines enseignées. C'est pourquoi, la DCSD passe des marchés publics en vue de la cession gratuite de certains équipements aux pays partenaires.

Dans ce cadre, des équipements de protection ont été testés durant l'été 2012 au laboratoire d'essais de la gendarmerie à Rosny-sous-Bois. Le but de ces essais était de vérifier la conformité des matériels proposés par les fournisseurs au regard des spécifications définies.

Afin de reproduire des conditions d'emploi réelles, les équipements pare-coups (boucliers, manchettes, jambières...) ont été chauffés à l'étuve (compte tenu du climat des pays de destination) et testés sur un chevalet de percussion calibré, reproduisant les chocs d'armes contondantes (manche de pioche, tonfas). S'agissant des protections pare-balles, une épreuve de conformité a été effectuée dans un tunnel de tir fermé avec relevé cinématique. Les épreuves techniques ont été prolongées par des tests ergonomiques, incluant l'essayage sur l'homme et la manipulation.

En aidant à identifier les matériels les plus performants sous contrainte de ressources, le laboratoire de la gendarmerie de Rosny apporte une aide précieuse à la DCSD.

DOSSIER

# PROTECTION CIVILE, ET COOPÉRATION

CIVIL PROTECTION  
AND COOPERATION



## LA PROTECTION CIVILE, FAIRE FACE À L'URGENCE

Pour répondre aux situations d'urgence provoquées par des catastrophes naturelles ou accidentelles toujours plus sensibles et dévastatrices, la protection civile est l'outil incontournable de l'État. Sa montée en puissance, désormais réclamée par la population, s'organise progressivement dans des zones où elle était jusqu'alors largement déficiente. De la prévention à l'intervention directe, la protection civile recouvre une diversité de missions essentielles pour la sécurité des populations. Avec son expertise et son organisation reconnues dans le monde entier, la France joue aujourd'hui un rôle moteur dans ce secteur.



### Une réponse à des besoins réels

La protection civile a pour objet de prévenir les risques de toute nature (naturelle ou accidentelle), d'informer et d'alerter les populations ainsi que de protéger les personnes, les biens et l'environnement contre les accidents, sinistres et catastrophes qui peuvent les toucher. Pour cela, elle prépare et met en œuvre les mesures et moyens appropriés relevant de l'État, de personnes publiques ou privées. Les capacités de protection civile permettent ainsi de répondre au plus tôt aux grandes catastrophes, d'organiser des interventions spécialisées et d'ériger de véritables procédures à même de structurer un outil capable de répondre à ces situations d'urgence.

Pour répondre efficacement à ces besoins, la protection civile s'articule principalement autour de deux pôles : d'une part, la formation des sapeurs-pompiers et acteurs de secours et d'autre part, la gestion des risques de façon à maîtriser les quatre phases de la crise (planification, préparation, réponse et retour d'expérience).

### CIVIL PROTECTION, RESPONDING TO EMERGENCY

Dealing with increasing emergency situations, caused by accidental or natural disaster, civil protection has become an indispensable and essential tool for all states. Its uprising, notably requested by populations, gradually takes shape in areas where it was largely defective. From prevention to direct intervention, it covers a large scale of missions essential for the population security. With an expertise and an organization recognized in the whole world, France plays a leading role in this field.

#### Response to real needs

*Civil protection aims at preventing risks of any nature (natural or accidental), informing, alerting populations and protecting persons, properties and environment from disasters that can affect them. In order to ensure this, civil protection prepares and implements appropriate means and measures of State, public or private entities. Civil protection capabilities help to respond earlier to major disasters, to organise specialized interventions or to build procedures to fix these emergencies.*

*Civil protection is based on two major issues: on the one hand fire-fighters and emergency actors training, on the other hand risk management in order to control the four crisis stages (planning, training, response and feedbacks).*

## Un outil politique garant de la sécurité des États

Le renforcement des capacités de protection civile, qu'elles soient institutionnelles ou humaines, revêt une importance fondamentale pour l'ensemble des pays partenaires. D'une part, il permet d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement; d'autre part, il renforce la légitimité et la compétence de l'État à fournir un service public indispensable.

De plus en plus sensibilisées aux catastrophes dont elles peuvent être victimes, les populations font ainsi preuve d'une attente légitime vis-à-vis des autorités pour assurer leur sécurité et leur bien-être. Lorsqu'elles sont bien organisées, les forces de protection civile représentent alors un outil politique et sécuritaire au service des populations civiles. La mise en œuvre d'une organisation des secours efficace, le développement des actions de prévention et de planification des risques, ainsi que la formation des agents, sont des facteurs essentiels dans la réussite des opérations de secours. Ils participent directement à la construction de la sécurité d'un État en fournissant une réponse concrète à la protection des populations.

## Vers une prise en compte internationale

Face à la diversité des menaces (naturelle, industrielle, technologique, nucléaire, terroriste...), une coopération internationale en matière de protection civile permet de traiter ces risques de manière globale et d'être plus efficace. Cette prise en compte internationale va au-delà de l'envoi de secours d'urgence en cas de catastrophes, elle implique d'aider des États de plus en plus demandeurs à se doter d'une structure organisée de protection civile pour améliorer leurs propres capacités de prévention et d'intervention.

Le développement d'une politique de coopération en matière de protection civile au sein de l'Union européenne ou encore la multiplication des accords bilatéraux de coopération et d'assistance mutuelle signés par la France et ses partenaires sont des illustrations concrètes de cette nouvelle politique de garantie de la sécurité des populations. Selon les régions



et leur contexte géographique, économique ou sanitaire, les besoins en termes de coopération dans le domaine de la protection civile varient. En Afrique subsaharienne, cette coopération répond notamment aux nouveaux défis posés par l'urbanisation qui mettent en évidence le besoin grandissant en formation dans le domaine des sapeurs-pompiers et des organisations nationales de protection civile. En Amérique latine, où les forces de protection sont déjà largement organisées, l'expertise française de haut niveau est recherchée notamment dans des domaines très spécifiques comme le feu de forêt ou la prévention des risques nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques (NRBC).

L'expertise française en matière de protection civile est largement reconnue et sollicitée à travers le monde. De nombreux pays partenaires souhaitent s'inspirer de l'approche française pour moderniser leurs structures d'urgence et améliorer leurs capacités de réponse en matière de protection civile. Il s'agit alors de faire bénéficier de cette expertise en plaçant par exemple des conseillers auprès des autorités compétentes ou en développant les supports pédagogiques des formations françaises afin de les adapter aux réalités locales.

### ***A political tool: a guarantee for states' security***

*Reinforcement of civil protection capacities, whether institutional or human, is fundamental for all partner countries. On one hand, it ensures protection of people, goods and environment; on the other hand it strengthens legitimacy and expertise of state to provide an essential public service.*

*Increasingly aware of tragedies they can suffer from, populations have legitimate expectations towards national authorities that must ensure their well-being. When they are well-organized, civil protection forces represent a political and security tool dedicated to civil populations. Efficient first-aid implementation, development of preventing actions and risk planning or staff training, are key factors in the success of rescue operations. They are also involved in the building of state security as they provide an effective answer to the protection of populations.*

### **Toward an international dimension**

*Facing the diversity of threats (natural, industrial, technological, nuclear, terrorist...), an international cooperation can address these risks in a global way and be more efficient. This international recognition does not only mean to send first aid emergency in case of*

*disasters but it also implies to help requesting states to improve their own prevention and intervention capacities.*

*The development of cooperation policy in civil protection field within European Union, or the multiplication of bilateral agreements on cooperation and mutual assistance between France and its partners are concrete illustrations of this new policy ensuring people security. Depending on geographical areas and economical, health and political context, civil protection needs change. In Sub-Saharan Africa, this cooperation answers to new challenges coming from urbanization that highlight the growing need in training fire-fighters and national civil protection organization. In Latin America, where the civil protection forces are well organized, French high-level expertise is sought after in many fields such as forest fire or prevention of chemical, biological, radiological and nuclear risks (CBRN).*

*French expertise in the field of civil protection is widely recognized and sought after throughout the world. Many partner countries want to learn from the French approach in order to modernize their own emergency structures and to improve their response capabilities. The aim is then to enable these partner countries to enjoy French expertise with advisers sent to help the competent authorities or adaptation of French trainings to local realities.*



# INTERVIEW DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES : UNE EXPERTISE FRANÇAISE RECONNUE A L'INTERNATIONALE



Partenaire essentiel de la DCSD, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) est le premier acteur français dans le domaine de la protection civile. Son directeur, le préfet Jean-Paul Kihl, présente la protection civile en France et apporte un éclairage sur les actions internationales menées par la DGSCGC en complémentarité avec celles de la DCSD.

## *Pouvez-vous nous présenter l'organisation actuelle de la protection civile en France ?*

La DGSCGC a été créée par décret du 23 août 2011, avec comme ambition de renforcer la coordination entre les processus de planification et l'activité opérationnelle, et donc la capacité d'anticipation. Le terme de « *sécurité civile* » a été conservé en lieu et place de celui de « *protection civile* », plus couramment utilisé au niveau international pour souligner le caractère institutionnel de notre structure et éviter la confusion avec l'Association française de protection civile (AFPC).

Rattachée au ministère de l'Intérieur, la DGSCGC est la structure centrale responsable de la gestion des crises en France, dues aux accidents de la vie courante ou à des catastrophes majeures d'origine naturelle ou anthropiques. Comptant 2 596 personnels répartis sur soixante sites, dont le siège d'Asnières-sur-Seine, la DGSCGC s'articule autour de quatre pôles de compétences :

- la direction des sapeurs-pompiers, garante de la cohérence juridique et opérationnelle du réseau des services départementaux d'incendie et de secours (les SDIS) ;
- la planification, la gestion des crises et le retour d'expérience ;
- les moyens nationaux, humains et matériels ;
- le cabinet, chargé du suivi et de la coordination.

Auxquels s'ajoutent une entité spécialisée, l'inspection de la défense et de la sécurité civile, chargée notamment de l'évaluation des services départementaux d'incendie et de secours et l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs pompiers (ENSOSP), établissement public placé sous ma tutelle. La DGSCGC dispose d'un centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) armé H 24, ayant pour mission

d'informer les autorités, en particulier le ministre de l'Intérieur, d'assurer la coordination des crises de sécurité civile, surtout lorsqu'elles intéressent plusieurs zones. Le COGIC assure également, en liaison avec les états-majors interministériels de zone et dans une logique de subsidiarité, la mobilisation des moyens nationaux ou de colonnes de renfort constituées par les SDIS.

## *Comment s'articulent les relations entre les différents acteurs, notamment en cas de crise ?*

En cas de crise interministérielle, la DGSCGC a la responsabilité, lorsque le ministre de l'Intérieur est désigné à cet effet par le Premier ministre, de la mise en œuvre et de l'animation de la cellule interministérielle de crise (CIC). La CIC est alors chargée de la coordination interministérielle d'ensemble et de la préparation des arbitrages du Premier ministre. Au niveau territorial, la DGSCGC s'appuie sur les dix zones de défense et de sécurité, placées sous la responsabilité des préfets de zone de défense et de sécurité. Le niveau zonal est chargé de la coordination interdépartementale en situation de crise, de l'harmonisation de la planification de crise et des décisions prises par les préfets de départements, notamment s'agissant de la police administrative en matière de circulation routière et de la mobilisation, en appui des départements, des moyens de secours de la zone ou des moyens nationaux sollicités auprès du COGIC. Le niveau zonal dispose d'une structure de veille permanente : le Centre opérationnel de zone (COZ) qui peut être activé en mode renforcé, en tant que cellule de coordination interministérielle interdépartementale de crise.

## INTERVIEW WITH THE DIRECTOR OF DGSCGC: A FRENCH EXPERTISE SOUGHT AFTER THROUGHOUT THE WORLD

DCSD key partner, the Directorate-General for civil security and crisis management (DGSCGC) is the main French actor in the field of civil protection. Its director, Prefet Jean-Paul Kihl, presents civil protection in France and provides perspectives on international actions led by the DGSCGC in complementarity with DCSD's ones.

### **Can you describe us the current organization of civil protection in France?**

*The DGSCGC was created by decree of 23 August 2011, with the ambition to strengthen coordination between planning processes and operational activities, and hence anticipatory capability. The term "civil security" was retained instead of "civil protection" which is more currently used at an international level to emphasize the institutional characteristic of our structure and avoid the confusion with the French Association of civil protection (AFPC).*

*Attached to the Ministry of Interior, DGSCGC is the structure responsible for crisis management in France, due to day-to-day accidents or to major natural or anthropogenic disasters. With 2 596 persons working on 60 sites, including the headquarters in Asnières-Sur-Seine, the DGSCGC is based on four skill centres:*

- Fire-fighters Department which is a guarantor of legal and operational coherence of French Departmental Fire and Assistance Service network (SDIS);
- Planning, crisis management and feedbacks;
- National human and material resources;

*- Staff responsible for monitoring and coordination.*

*To these, you can add a specialized entity, the inspection of civil protection and defence in charge of the evaluation of SDIS and the National School for Fire Brigade Officers (ENSOSP), a public school under my authority. The DGSCGC relies on an operational centre in charge of interministerial crisis management (COGIC) armed H 24 and whose mission is to inform authorities (especially the Ministry of Interior), to guarantee the crisis cooperation of civil defence, especially when they affect various areas. In collaboration with interdepartmental headquarters, this centre also guarantees the mobilization of national means or SDIS reinforcement.*

### **How are built relationships between the different actors, in particular in the event of crisis?**

*In case of interdepartmental crisis, the DGSCGC is responsible, when the Minister of Interior is designated for this purpose by the President, for the implementation and the organization of the crisis unit (CIC). This unit is in charge of interdepartmental cooperation and of the preparation of Prime Minister's arbitrations. At a territorial level, the DGSCGC relies on ten defence and security zones, under the responsibility of zonal prefects. The zonal basis is in charge of the interdepartmental coordination during crisis, of the harmonization of crisis planning and decisions taken by Département prefect (especially concerning administrative police for road traffic) and of the mobilization of emergency resources of the area and national resources requested from the COGIC in support to departments. The zonal structure has a permanent monitoring structure: the zonal operational centre (COZ) which can be activated in an enhanced security mode, as an interdepartmental crisis coordination cell.*





C'est au niveau local que la direction des opérations de secours est assurée : elle incombe au maire ou au préfet, lorsque l'événement dépasse les limites territoriales de la commune ou les capacités de réponse opérationnelle de la commune. Le directeur des opérations de secours organise la réponse globale de l'État, en s'appuyant sur les moyens du corps départemental des sapeurs-pompiers, dont un représentant désigné assure le commandement des opérations de secours. Lorsque la situation le requiert, le préfet de département peut activer un centre opérationnel départemental pour gérer la crise en associant les acteurs concernés (échelons territoriaux des différents ministères, représentants de grands opérateurs de réseaux, des collectivités territoriales, etc.).

### *De quels moyens dispose la sécurité civile ?*

Les missions de sécurité civile en France sont assurées principalement par les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours, les personnels des services de l'État, les militaires des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile qui en sont investis à titre permanent, ainsi que par les membres des associations agréées et autres réservistes de la sécurité civile. Afin de garantir un secours sur tout le territoire national et dans un délai le plus court possible, 7 300 centres d'incendie et de secours assurent le maillage du territoire. Au total 250 000 sapeurs-pompiers assurent ce secours : 200 000 sapeurs-pompiers volontaires, 40 000 sapeurs-pompiers professionnels et 12 000 militaires (région parisienne et ville de Marseille, pour des raisons historiques). En complément de ces moyens territoriaux, le ministère de l'Intérieur dispose de services opérationnels, appelés « moyens nationaux », gérés par la DGSCGC. Ils peuvent intervenir sur l'ensemble du territoire français à la demande du préfet du département concerné et contribuent

également aux actions internationales de secours. Les moyens de l'État sont composés de moyens de lutte et de moyens de soutien. L'appui aérien à la lutte contre les feux de forêts est assuré par une flotte de vingt-deux bombardiers d'eau (dix amphibies, douze terrestres) et de trois avions de liaison et d'investigation, de type Beechcraft. Ces avions assurent deux missions essentielles : la surveillance aérienne (le guet armé) et la lutte active. L'État dispose également des 1 400 militaires des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile qui interviennent le plus souvent en renfort ou en complément des moyens des collectivités territoriales et sous la responsabilité des autorités locales. En matière de soutien, la DGSCGC dispose du déminage et des

établissements de soutien opérationnel et logistique (ESOL). Répartis dans vingt centres et six antennes en métropole et outre-mer, les 307 démineurs ont trois missions principales : la neutralisation et la destruction des munitions des deux derniers conflits mondiaux, la détection, la neutralisation et la destruction des objets suspects et la sécurisation des voyages officiels et des grandes manifestations. Les quatre ESOL participent à des missions d'appui sur le terrain, notamment dans les opérations de secours importantes. Composées d'une centaine de techniciens hautement qualifiés, ces unités qui disposent des moyens de réserve nationale (cellules de production d'eau potable, pompes haute capacité, groupes électrogènes de forte puissance, etc.) constituent une force logistique capable de répondre aux besoins particuliers des services opérationnels.

### *Quels sont vos principaux axes de coopération et d'action à l'international ?*

La DGSCGC mène des actions nombreuses et diversifiées sur le plan international. Son action s'inscrit, dans le cadre bilatéral, au travers d'accords bilatéraux de coopération et d'assistance mutuelle avec plus d'une trentaine d'États. Dans le cadre européen, la DGSCGC est prête à intervenir à tout moment au titre du mécanisme de protection civile, qui a pour but de coordonner et compléter l'action des États membres en améliorant l'efficacité des systèmes de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles et d'origine humaine, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne. Avec nos voisins, nous favorisons la mutualisation de moyens (notamment les avions bombardiers d'eau). Nous envoyons aussi fréquemment des experts et des détachements de secours sur seule décision de nos autorités politiques, par exemple lors du séisme en Haïti en 2010 et du tsunami au Japon en 2011.

It is at a local level that the direction of rescue operations is ensured: that is incumbent upon the mayor or the prefect when the event exceeds territorial borders of the municipality or its response capacities. The response operations manager organizes the general state action, using the departmental fire rescue services. One of them ensures rescue operations command. When necessary, the département prefect can activate a departmental operational centre to manage the crisis in relation with the appropriate stakeholders (territorial levels of different ministries, representative of major network operators, local authorities...).

#### **Which are the means of the civil security?**

Civil security missions in France are principally carried out by professional and volunteer fire-fighters from emergency services, members of the civil service corps, militaries from intervention and instruction units from civil protection, as well as members of authorized associations and reservists. In order to ensure help emergency all over national territory in the shortest possible time, 7.300 emergency and fire centres constitute the regional network. At least 250.000 fire-fighters provide this emergency rescue activity: 200.000 from volunteer forces, 40.000 professional fire-fighters and 12.000 soldiers (in Paris and Marseille for historical reasons). In addition to these territorial resources, the Ministry of the Interior relies on operational services called "national means" and managed by DGSCGC. They can work throughout French territory at the request of the Prefect of the concerned Département and contribute to international relief efforts. State resources are composed of fighting means and supporting means. Air support to forest fire-fighting is ensured by an air fleet of 22 water-bombers (10 amphibious and 12 land-based) and of 3 liaison/investigation aircraft, type Beechcraft. These aircrafts carry out two essential missions: aerial surveillance (aerial patrol sorties) and active fire-fighting. The State also relies on 1.400 soldiers from civil security instruction and interventions units that most of the time intervene as backup support or in addition to territorial means under local authorities' responsibility. In terms of support means, DGSCGC has mine clearing program and establishments of operational and logistical support (ESOL). Established in 20 centres and 6 antennas, the 307 mine-clearing experts have three principal missions: counteraction and destruction of the two world wars munitions, detection and neutralization of suspect objects and securing the official trips and important demonstrations. The 4 ESOL are involved in field operations, especially in largest relief operations. Composed of a hundred of highly qualified technicians, these units rely on national means (drinking water production cells, high capacities

pump, generators of high power) and are a logistical force able of addressing the specific needs of operational services.

#### **What are your main areas of cooperation and international actions?**

DGSCGC leads a wide range of activities at the international level. Within the bilateral framework, it works with more than 30 states through bilateral cooperation and mutual assistance agreements. In the European framework, DGSCGC is ready to intervene at any time under the civil protection mechanism which aims to coordinate and to reinforce member states actions by improving efficiency of systems of prevention, preparedness and responding to natural or man-made disaster, whether in or outside European Union. With our neighbours we promote pooling resources (notably concerning water-bombers). We also frequently send experts and rescue detachments following the decision of our political authorities, for instance after earthquake in Haiti 2010 and tsunami in Japan 2011.



## *Quels pays sont demandeurs de cette expertise française ?*

Nous développons depuis plusieurs années notre coopération avec les pays de l'Europe de l'est. Ainsi, la DGSCGC apporte son aide au ministère des Situations d'urgence russe dans l'organisation des Jeux olympiques de Sotchi. Nous travaillons aussi avec les pays du Caucase, particulièrement soumis au risque sismique, tant en bilatéral qu'à travers des jumelages européens. Au Moyen-Orient, la DGSCGC connaît ces dernières années un important développement de ses activités, notamment aux Émirats arabes unis où elle participe au développement de l'École interrégionale de protection civile de Doubaï. En Asie, nos relations se développent avec Singapour, la Malaisie et l'ensemble des pays de l'ASEAN. En Chine la DGSCGC conduit, sur fonds européens et en partenariat avec huit États membres de l'Union européenne, la réalisation d'un programme « EU CHINA DRM » visant à renforcer, à l'échelle nationale, les structures de prévention et de gestion des risques et des catastrophes. En Afrique francophone, la DGSCGC fournit un appui au développement de l'école de protection civile à vocation régionale de Ouagadougou. En Amérique du Sud nous développons nos relations avec la Colombie, le Chili, l'Équateur et le Brésil où nous menons des actions de formation dans la perspective des Jeux olympiques de Rio de Janeiro. Nous sommes aussi très présents dans les Caraïbes, sans oublier l'Océan indien et le Pacifique sud.

## *Dans le bassin méditerranéen la France est particulièrement en pointe en matière de prévention et de gestion des risques. Comment expliquez-vous cela ?*

Sur le plan bilatéral, les relations sont anciennes et denses avec la plupart des pays du pourtour Méditerranéen. De plus la DGSCGC participe activement depuis des années à des programmes européens importants au bénéfice de l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, notamment le Programme euro-méditerranéen de prévention, préparation et réponse aux désastres naturels et d'origine humaine (PPRD Sud). Depuis 2009, la DGSCGC assure également le développement du volet protection civile de l'Union pour la Méditerranée dont les priorités portent sur la mise en œuvre du réseau d'alerte précoce, la création des bases régionales d'intervention pour les incendies de forêt et la mise en réseau des écoles nationales ou instituts de protection civile.

## *En quoi la protection française est-elle spécifique et pourquoi est-elle reconnue au niveau international ?*

D'abord par l'originalité de son organisation qui lui procure souplesse d'emploi et réactivité pour mener des opérations de secours en France comme à l'étranger, ensuite par notre forte implication dans le domaine de la prévention. Nous participons activement à la mise en place de techniques novatrices dédiée à la gestion des risques naturels et technologiques. Nos multiples actions de coopération, notre politique d'exercices, la mise en œuvre de programmes scientifiques dédiés aux catastrophes naturelles, technologiques ou aux conséquences d'actes terroristes menées dans un cadre européen ou bilatéral confortent la position de la DGSCGC et la reconnaissance de son expertise sur le plan international.





### **Which countries are requesting for the French expertise?**

For several years we have been developing our cooperation with countries from Eastern Europe. Hence, DGSCGC supports the Russian Ministry of Emergency Situations for the organization of Sochi Olympic Games. We also work with Caucasian countries, especially the ones subject to seismic risk, through bilateral actions and European twinning. In recent years DGSCGC has significantly increased its action in the Middle East, notably in United Arab Emirates where it participates to the development of the civil protection and interregional school of Dubai. In Asia, our relations are developed with Singapour, Malaysia and countries of the ASEAN. In China, DGSCGC leads the realization of the "EU CHINA DRM" with European funds and in partnership with 8 EU state members. It aims at reinforcing prevention and risk management structures at a national level. In Francophone Africa, the DGSCGC supports the development of the civil protection school of Ouagadougou. In Latin America we foster close ties with Colombia, Chile, Ecuador and Brazil, where we conduct training actions to help prepare the Olympic Games in Rio de Janeiro. We also work closely with Caribbean, Indian Ocean and South Pacific.

**France is one of the leading countries in the Mediterranean basin in regard to prevention and risk management. How would you explain this position?**

At bilateral level, relations with most countries around the Mediterranean go back a long way. Moreover

DGSCGC is involved for years in important European programs dedicated to these countries through the Euro-Med System for reduction, prevention and management of natural and man-made disasters (PPRD South). Since 2009, DGSCGC also develops the civil protection part of the Union for Mediterranean project, whose priorities are to implement early warning response network, to create regional intervention basis against forest fires and to network national schools and civil protection institutes.

### **Why is French civil protection so specific and internationally recognized?**

On the first hand, because of the originality of its organization. It provides flexibility and responsiveness to lead rescue operations in France as well as abroad. On the second hand, because of our strong implication in the prevention field. We actively participate to the implementation of innovative technologies dedicated to technological and natural risk management. Our many cooperation actions, our exercise policy as well as the implementation of scientific programs devoted to natural, technological disasters or to consequences of terrorist acts confirms the position of the DGSCGC and the recognition of its expertise on an international scale.

# UNION EUROPÉENNE ET PROTECTION CIVILE : VERS DES MOYENS D'ACTION RENFORCÉS

La protection des populations civiles relève de la compétence de chacun des États membres de l'Union européenne. Ils ont le devoir de prévenir les accidents et de gérer leurs conséquences lorsqu'ils sont intervenus. Confrontées à ce dogme, et en application du principe de subsidiarité, les instances européennes ont cependant cherché à bâtir une politique publique de protection civile, afin de répondre aux nombreux sinistres survenant dans et hors de l'Union.

## Le principe de solidarité

Pour répondre aux risques qui pèsent sur l'espace européen et aussi ailleurs dans le monde, l'Union européenne a mis en place un certain nombre de politiques publiques visant à réduire les effets des catastrophes naturelles ou technologiques et des conflits d'origine humaine. Le principe de subsidiarité implique que la gestion des conséquences immédiates d'une catastrophe incombe en premier lieu au pays dans lequel la catastrophe se produit. Cependant, si la protection civile n'est pas une compétence communautaire, c'est en application du principe de solidarité que les actions dans ce domaine sont réalisées. En ce sens le Traité de Lisbonne de décembre 2007 prévoit deux clauses dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) :

- la clause de solidarité, c'est-à-dire le recours possible aux moyens (tous les instruments européens) pour porter assistance lors de catastrophes ;
- la clause d'assistance mutuelle entre États membres.



Après le choc provoqué par le tsunami en Asie du Sud-est et le manque de coordination des secours européens, une réflexion sur la protection et la défense civile à l'échelle européenne a été initiée en 2005. Si les États membres ont toujours refusé de mettre en place la force européenne de protection civile proposée, ils ont cependant révisé et complété, en 2007, le « mécanisme européen de protection civile » en vigueur depuis 2001. Ce mécanisme rassemble trente-deux États (les vingt-sept États membres de l'Union européenne, la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et l'ancienne République yougoslave de Macédoine).

Depuis 2007, le mécanisme européen de protection civile a été activé plus de 150 fois. Ces interventions ont concerné tous les continents et tous les types de catastrophes : inondations en Indonésie (2007), tremblement de terre au Pérou (2007), pollution maritime dans le golfe du Mexique (2010), troubles civils en Libye (2011)...

## Les moyens d'actions communautaires

Pour mettre en œuvre le mécanisme de protection civile, l'Union européenne dispose de structures permanentes et de structures *ad hoc*. La première d'entre elle est constituée par la direction générale « Aide humanitaire et protection civile » (ECHO) qui dispose d'un outil opérationnel de gestion de crise, le Centre de suivi et d'information de la Commission européenne (*Monitoring and Information Centre - MIC*). Ce centre est l'organe de veille et de coordination de l'Union, il a pour fonction de faire appel à un réseau d'experts et de constituer des équipes spécialisées d'intervention. Son efficacité est basée sur l'utilisation du système d'informations *Common Emergency and Information System* (CECIS) qui permet notamment de

consulter la banque de données des experts et modules enregistrés par les États et de tenir une main courante des événements. À terme, la nouvelle stratégie adoptée en 2010 vise à créer un véritable Centre de réaction d'urgence (ERC), armé par du personnel permanent dédié à cette tâche. Ce Centre servira principalement à mieux relier entre eux les acteurs de la protection civile et de l'aide humanitaire, en garantissant une réaction plus cohérente, plus efficace et plus visible de l'Union européenne en cas de catastrophe. Par ailleurs, certains plans indicatifs nationaux (PIN), relevant du Fonds européen de développement (FED) et mis en place par les délégations de l'Union européenne, peuvent comporter des programmes d'appui à la protection civile (ex-Guinée).



## EU AND CIVIL PROTECTION: TOWARDS ENHANCED MEANS OF ACTION

Each member state of the EU is responsible for the protection of their civilians. They have the duty to prevent accidents and to manage their consequences afterwards. Despite this dogma, and in accordance with the principle of subsidiarity, the European Authorities tried to build a civil protection public policy so as to meet events occurring in and outside the EU.

### *The principle of solidarity*

*To address the risks threatening European community and the rest of the world, European Union implements a certain number of public policies aimed at reducing the consequences of natural and technological disasters or conflict of human origin. The principle of subsidiarity implies that the management of immediate consequences of a disaster first lies with the country in which the disaster occurs. However, even if civil protection is not a community competence, it's in application of the principle of solidarity that actions are led in this field. The Lisbon Treaty (December 2007) provides two clauses in the ESPD:*

- *Solidarity clause, that is to say the possible use of means (all EU instruments) to provide assistance during disasters,*
- *Mutual assistance clause between member states.*

*After the shock caused by the tsunami in Southeast Asia and the lack of European aid coordination, a reflection on the civil protection and defence was initiated at the European level in 2005. If Member states have still refused to implement the European civil protection forces proposed, they revised and completed, in 2007, the Community Mechanisms for Civil Protection that had been in force since 2001. This mechanism brings together 32 countries (the 27 EU member states with Croatia, Iceland, Liechtenstein, Norway and former Yugoslav Republic of Macedonia).*

*Since its creation in 2001, the Mechanism has been activated for over 150 times, for very different types of disasters: floods in Indonesia (2007), earthquakes in Peru (2007), marine pollution in the Gulf of Mexico (2010), civil unrest in Libya (2011)...*



### **Community capacities**

*In order to implement Community Mechanism for Civil Protection, European Union relies on permanent and ad-hoc structures. The first one is constituted by the Directorate-General "Humanitarian Aid and Civil protection" with an operational tool for crisis management, the Monitoring and Information Centre (MIC). This centre is the monitoring and coordination body of the Union. Its function is to use a network of civil protection experts and intervention teams. Its efficiency is based on the use of the Common Emergency and Information System (CECIS). This system is a reliable web-based alert and notification application created with the intention of facilitating emergency communication among the participating states. It provides an integrated platform to send and receive alerts, details of assistance required... The new strategy adopted in 2010 aims to create a true Emergency Response Centre (ERC), provided by permanent staff. This centre will in first place develop connections between civil protection and humanitarian aid actors, to guarantee more coherent, effective and noticeable European actions.*

L'une des parties essentielle de ce mécanisme est le programme de formation qui prépare les équipes d'évaluation et de coordination et regroupe des spécialistes de toute catégorie (pollution maritime, logistique, aide médicale d'urgence). Lors d'un sinistre ou d'une catastrophe, l'Union européenne peut alors envoyer à la demande de l'État sinistré ces équipes d'experts qui agiront en « facilitateurs » et assureront l'intégration de l'aide européenne au sein du dispositif national de réponse. En parallèle, l'Union européenne agit pour prévenir les crises en soutenant des projets de coopération qui contribuent à préparer les communautés et la population en général. De nombreuses formations, échanges d'experts ou exercices de simulation des situations d'urgence, sont organisés au profit des pays partenaires qui le demandent.

La Commission a institué en appui du « mécanisme » de protection civile, un instrument financier définissant les modalités d'exécution des actions dans ce domaine. L'aide relevant de la protection civile regroupe les éléments suivants : les équipes de protection civile, les experts, les modules et leur équipement et le matériel et les fournitures nécessaires à l'atténuation des conséquences d'une urgence. Depuis 2007, plus de 150 millions d'euros ont été affectés pour la réalisation de ces actions.

*One of the most important parts of this mechanism is the implementation of a training program that will prepare assessment and coordination staff and bring together specialists of all kinds (marine pollution, logistic, emergency medical assistance). The Mechanism can be activated by any participating state seeking a prompt international assistance following a major disaster that would overwhelm national civil protection capacities. If required, the MIC may play a facilitating role through the dispatching of a small team of experts on site. This team will ensure effective liaison with local authorities and any other relevant actors so as to integrate European civil protection assistance into the overall relief effort and facilitate the work of European teams on the ground. In parallel, European Union also prevents crisis by supporting cooperation projects that help prepare communities and population to face disasters. Numerous trainings, expert exchanges or simulated emergencies situations are organized for the benefit of requesting partner countries.*

*The Commission created to support the MIC, a financial tool establishing rules for the implementation of measures in this field. This assistance, part of the civil protection, gathers these following elements: civil protection teams, experts, modules and equipments, materials and necessity supplies required to relieve emergency consequences. Since 2007, over 150 million have been earmarked for the implementation of these actions.*

Partenaires Sécurité Défense M



## DCSD ET PROTECTION CIVILE : UN PLAN D'ACTION AMBITIEUX POUR UN DOMAINE PRIORITAIRE

Jeune direction, la DCSD est le fruit des propositions exprimées dans les deux Livres blancs de 2008 sur la défense et la sécurité et sur la politique étrangère de la France, qui, entre autre, soulignent la nécessité de globaliser la notion de sécurité. Elle regroupe désormais en son sein tous les acteurs œuvrant dans le domaine de la coopération sécuritaire. Ainsi, en plus de la coopération



### DCSD et protection civile

Chargée de la coopération structurelle avec les États étrangers dans le domaine de la défense et de la sécurité intérieure, la DCSD intègre aussi depuis 2009 les problématiques relatives à la protection civile. Suivi auparavant par la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID), ce domaine d'activité est aujourd'hui considéré comme un pilier de la sécurité globale de l'État et y participe pleinement en couvrant différents aspects tels que la sécurité économique, sanitaire, alimentaire, civile, industrielle... C'est un outil à dimensions politique et sécuritaire qui touche directement la protection et le bien-être des populations, en apportant des réponses non seulement aux soucis quotidiens, mais aussi aux catastrophes naturelles ou accidentelles de grande ampleur (sécheresse, inondation, incendie...).

de défense et de sécurité intérieure, la DCSD est également en charge de la coopération relative à la protection civile. Bien que récent, cet engagement est aujourd'hui une véritable priorité, comme le montre l'adoption d'un plan triennal de montée en puissance de la coopération en matière d'appui à la protection civile.

### DCSD AND CIVIL PROTECTION: AN AMBITIOUS ACTION-PLAN FOR A PRIORITY AREA

As a young department, DCSD is the result of proposals made in the two 2008 White Papers about defence and security and about foreign policy of France. They both emphasized the need to globalize the concept of security. DCSD now brings together all the actors working in the field of security cooperation. Thus, in addition to defence and homeland security, DCSD is also responsible for civil protection cooperation. This commitment, though only recently introduced, is a real priority, as illustrated by the adoption of an ambitious three-year action plan to support the development of civil protection.

#### *DCSD and civil protection*

*Responsible for structural cooperation with foreign countries in the fields of defence and homeland security, DCSD also includes since 2009 issues relating to civil protection. Formerly monitored by the General Directorate for international cooperation and development (DGCID), this activity sector is now one of the most important pillars of global security and is one of its full participants by covering different aspects such as economic, health, safety, civil and industrial security... It's a tool with major political and security implications, which directly affects populations' safety and well-being, by providing solutions not only to everyday concerns but also to natural or accidental disasters (drought, floods and fire...).*

L'action de la DCSD dans le domaine de la protection civile vise précisément à aider les partenaires qui le souhaitent à s'organiser et à anticiper face à ces événements dramatiques, aux conséquences toujours plus graves et dont on connaît la sensibilité pour les opinions publiques, à structurer les capacités d'intervention spécialisées nécessaires, à adopter les procédures utiles pour répondre à l'urgence et à intégrer une véritable capacité dans ce domaine.

## Des moyens ciblés

Pour agir dans les pays partenaires, la DCSD s'appuie sur les attachés de sécurité intérieure (ASI) et les dix coopérants permanents (Algérie, Burkina Faso, Madagascar, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Tunisie...), renforcés par les pompiers coopérants envoyés en mission temporaire autant que de besoin. Les actions de ces coopérants sont multiples : conseil aux autorités chargées de la protection civile, organisation de la formation adaptée aux besoins des partenaires (risques industriels, lutte contre les feux de forêts, secours routiers...), aide à l'adoption des plans nationaux de prévention, audits, séminaires...

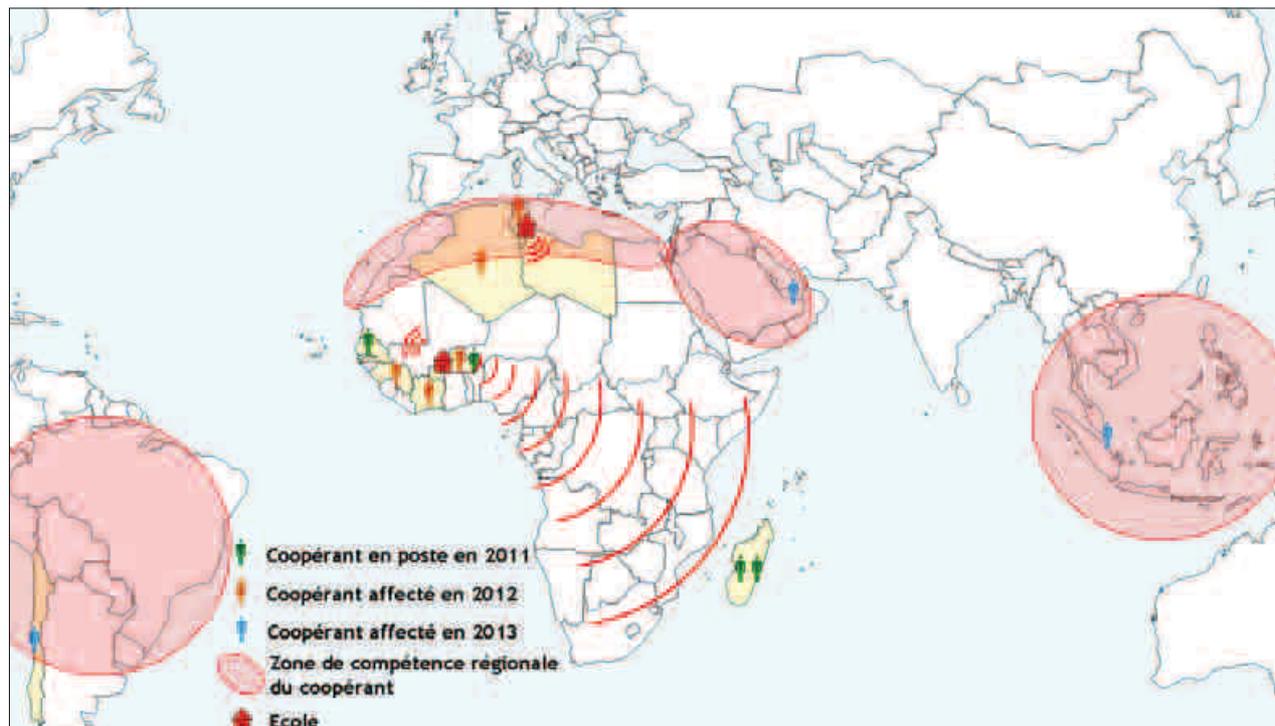
Des bourses de stage sont également octroyées par la DCSD pour former des experts de haut niveau de protection civile en France. L'objectif est bien de répondre aux demandes de formation des partenaires et de les aider à structurer leur outil de protection civile.

## Un plan d'action triennal

Les initiatives de la DCSD dans le domaine de la protection civile se multiplient, aussi les crédits alloués pour la protection civile ont été fortement augmentés sur la période 2009-2012. Pour répondre à la forte demande exprimée partout, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-est, en Amérique latine, où on souhaite bénéficier de l'expertise française largement reconnue, la DCSD a fait adopter par le Département un plan d'action triennal garantissant une véritable montée en puissance dans ce domaine sur trois ans.



## Plan triennal de la DCSD pour la protection civile : dispositif réalisé en 2014



DCSD actions in the field of civil protection are designed to help the requesting partners to organize themselves and anticipate consequences of great disasters (natural or accidental) populations are very sensitive to. DCSD also helps countries to structure their intervention capacities, to adopt necessary procedures in order to respond to urgent needs and to integrate a real capacity in this field.

### Selected Means

DCSD actions in partner countries rely on the Internal Security Attachés and the ten French civil protection experts (Algeria, Burkina Faso, Madagascar, Senegal, Guinea, Côte d'Ivoire, Tunisia...) strengthened by fire-fighters sent in temporary mission when necessary. These French experts lead a wide-range of actions: consultancy for authorities in charge of civil protection, training adapted to partners' needs (industrial risks, fire-fighting, roadside assistance...), support for the adoption of national risk prevention plans, audit missions, seminars...

DCSD also funds high-level training for experts in the field of civil protection in France. The aim is to meet the demand in terms of training partners are requested but at the same time, it is to help them to structure their civil protection tool.

### A three year action plan

DCSD initiatives in the field of civil protection are rising. This is why the credits involved in civil protection were increased over the 2009-2012 period. In order to meet the strong demand from Africa, Middle-East, Southeast Asia and Latin America, where French expertise is sought after and recognized, DCSD adopted a three-year action plan for an effective upgrade in this field.



## 2012 : formation

En 2012, l'effort porte sur les outils de formation, notamment à travers le soutien aux projets d'ouverture de deux écoles spécialisées à vocation régionale. Ainsi, l'Institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC) a ouvert ses portes en septembre au Burkina Faso, tandis que le projet d'école de protection civile à Tunis monte en puissance. Ces deux projets sont soutenus financièrement par deux programmes relevant du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) adoptés pour l'occasion. Tout l'enjeu réside dans l'offre d'une coopération de protection civile et de formations qui soient adaptées aux réalités locales. En outre, le nombre de coopérants permanents « protection civile » est augmenté avec l'ouverture de quatre postes (Tunisie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée).

## 2013 : extension

2013 sera l'année de l'extension géographique du réseau de protection civile à l'Asie du Sud-est, au Moyen-Orient et à l'Amérique latine, avec la création de nouveaux postes de coopérants à vocation régionale pour couvrir ces zones. Cet effort sera complété par un renforcement des actions dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. L'engagement particulier sur le continent africain se poursuivra.

## 2014 : consolidation

En 2014, le réseau de coopération « protection civile » sera consolidé en fonction des résultats obtenus en 2012 et 2013. L'effort sera ainsi porté sur la formation ou l'extension du réseau, soit sur les deux à la fois.

En conclusion, la protection civile reste plus que jamais un sujet d'avenir, mais de nombreux défis demeurent, en particulier celui des équipements dont on sait combien il est difficile à relever compte tenu des coûts qu'il engendre. La coopération décentralisée, celle des régions, des départements et des villes, doit pouvoir venir en renfort pour aider à y répondre. Un partenariat intelligent entre la DCSD, la DGSCGC et les acteurs de la coopération décentralisée est à l'étude. De même, d'autres partenaires – pays, organisations internationales, privés – montrent de l'intérêt dans ce domaine et commencent à aider concrètement la prise en compte par les pays bénéficiaires de leur protection civile.



### 2012: Training

*In 2012 effort is focused on training tools, especially through the support of opening projects of two schools that will have a regional influence. The Institute for civil protection studies (ISEPC) was opened in September 2012 whereas the project of civil protection school in Tunis is being developed step by step and financially supported by DCSD. What is clearly at stake is to produce a cooperation adapted to local realities. In addition, the number of French civil protection experts is rising with the opening of four new posts (Tunisia, Burkina Faso, Côte d'Ivoire and Guinea).*

### 2013: Expansion

*2013 will be the year of geographical expansion of civil protection network to Southeast Asia, Middle East and Latin America, with the creation of new posts of experts with regional influence to cover these areas. Actions with south-Mediterranean countries will also be reinforced while particular commitment on the African continent will continue.*

### 2014: Consolidation

*In 2014, the network of "Civil Protection" cooperation will be strengthened on the basis of 2012 and 2013 results. The effort will be focused on training and or network expansion or on both at once.*

*Civil protection remains more than ever a sensitive and future-oriented topic, that will have to address many issues, especially the equipment's one since it generates high costs difficult to bear. The decentralised cooperation, the one of regions, departments and cities, will help to find solutions. A smart partnership between DCSD, DGSCGC and actors of the decentralized cooperation is considered. Other partners — countries, international organisations and private ones — are interested in decentralised cooperation and start helping requesting countries to manage their own civil protection tool.*

## LES PRINCIPAUX OUTILS DE FORMATION DE LA DCSD EN PROTECTION CIVILE

Conformément au plan triennal présenté précédemment, l'année 2012 est consacrée à la mise en place d'outils de formation de protection civile. Sur le continent africain, cette action est complétée par une mobilisation régionale en Afrique de l'Ouest sur cette même thématique. Pour soutenir ces efforts, la DCSD s'appuie sur l'adoption de deux projets abondés par le Fonds de solidarité prioritaire (FSP) relevant du ministère des Affaires étrangères : un projet mobilisateur du FSP, APCA (Appui à la protection civile en Afrique de l'Ouest), qui permettra notamment l'ouverture d'un institut régional dédié à cette thématique au Burkina Faso et un projet FSP pays pour soutenir l'École nationale de protection civile de Tunis.



### APCA, une approche régionale pour mieux gérer les crises

Menées ces dernières années à la demande de différents partenaires d'Afrique de l'Ouest, des missions d'évaluation réalisées par des experts français ont confirmé la nécessité d'améliorer les capacités de protection civile des pays de cette région. Mis en place en juillet 2012, le projet du Fonds de solidarité prioritaire APCA (Appui à la protection civile en Afrique de l'Ouest) a pour finalité de proposer d'améliorer le niveau de protection civile des partenaires par l'aide à l'adoption des plans nationaux d'organisation des secours, à la formation des cadres et pompiers des unités locales, à l'acquisition d'équipements individuels et collectifs.

### DCSD'S MAIN TRAINING TOOLS CONCERNING CIVIL PROTECTION

According to the three-year plan presented above, 2012 is dedicated to the implementation of training tools of civil protection. On the African continent, this action is complemented by a regional mobilization in West Africa on this same topic. In order to support this commitment, the DCSD relies on two projects funded by the Priority Solidarity Fund of the Ministry of Foreign Affairs. The first one is a mobilising project called APCA (Support to Civil Protection in Africa) and will help the opening of a regional institute dedicated to this theme. The second one supports the national school of civil protection in Tunis.

#### *APCA, a regional approach to better manage crisis*

*In recent years, assessment missions were conducted by French experts on West African partners' request and confirmed the necessity for improved civil protection capacities in these countries. Launched in July 2012, the Priority Solidarity Fund, APCA (Support to civil protection in Africa) aims to improve partners' civil protection capacities through support to the adoption of a national contingency plans, to the training of managers' or fire-fighters' local unite and to the purchase of individual and collective equipments.*

Mais la vraie valeur ajoutée du projet repose surtout sur sa dimension régionale, puisqu'il s'adresse à sept pays à la fois, suscitant une réelle prise de conscience collective sur un sujet dont on sait que les réponses sont d'autant plus fortes et efficaces qu'elles se font groupées. En outre, le projet fournit l'occasion d'adopter collectivement les standards internationaux en termes d'analyse et de couverture des risques. Enfin, se connaissant mieux, les partenaires seront plus forts ensemble pour affronter l'adversité selon le sacrosaint principe d'union qui fait la force.

Concrètement, le projet APCA vise à améliorer et moderniser les capacités structurelles, organisationnelles et institutionnelles de la protection civile autour de plusieurs composantes :

- la modernisation des structures *via* la définition de textes réglementaires relatifs aux missions et à l'organisation des sapeurs pompiers ainsi que l'acquisition d'une méthodologie dans la mise en œuvre des plans de secours ;
- le renforcement et le développement de la formation par la création de viviers de formateurs, de plan de formation et de stages régionaux principalement dans trois domaines (secourisme et secours routier, lutte contre l'incendie et sauvetage, opérations liées aux phénomènes météorologiques) ;
- l'analyse et l'évaluation des risques *via* la création de groupes de travail œuvrant à la collecte d'informations.

Les bénéficiaires directs de ce projet sont donc d'abord les sapeurs-pompiers. Mais les vrais bénéficiaires seront surtout les populations.

## Un institut dédié à la protection civile au Burkina Faso

Dix-septième École nationale à vocation régionale (ENVR) à voir le jour, l'Institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC) a été inauguré le 2 octobre dernier à Ouagadougou. Cet Institut, fruit d'une coopération exemplaire entre la France et le Burkina Faso, est entièrement dédié à la problématique de la protection civile en Afrique. Cette école a pour vocation de former les acteurs chargés de ce domaine dans les États d'Afrique qui le souhaitent à la prévention des risques, à la coordination des secours et à la gestion de crise en répondant à un triple objectif :

- former les officiers de sapeurs-pompiers africains dans le domaine du commandement et de la coordination des opérations de secours ;
- former les cadres des unités de protection civile à la conception de documents réglementaires d'analyse, de

prévision, de prévention et de couverture des risques naturels, technologiques et humains ;

- former les responsables administratifs et les autorités civiles dans le domaine de la gestion des crises de protection civile et de la mise en œuvre des politiques concernant la protection des populations.

S'appuyant sur l'expérience reconnue du Burkina Faso dans l'organisation de stages à vocation régionale, l'Institut propose des formations adaptées aux réalités locales, en français ou en anglais, dont certaines pourront, à terme, être reconnues par le biais de la délivrance de titres universitaires. Implanté sur un site mis à disposition par l'état burkinabé et réhabilité par la DCSD, ce centre a une capacité d'accueil de vingt-cinq stagiaires à la fois. Plusieurs plateaux techniques spécifiques (aire de manœuvre incendie avec maison du feu et caissons, aire de désincarcération, aire de sauvetage-déblaiement...) complètent le dispositif.

En septembre dernier, une première session de formation initiale d'officiers de sapeurs-pompiers a débuté avec vingt stagiaires en provenance de onze pays d'Afrique. D'une durée de cinq mois, elle permettra à ces futurs chefs de groupe en unités d'incendie d'occuper les fonctions opérationnelles et administratives inhérentes à leur statut. En 2013, l'école a déjà planifié huit stages différents et pourra former ainsi plus de 200 cadres civils ou militaires.

Avec la création de cet Institut, le spectre des missions de défense et de sécurité est désormais intégralement couvert par le réseau des ENVR. L'effort doit désormais être mis sur l'appropriation complète du projet par le partenaire et les pays bénéficiaires du continent africain.





The real added-value of this project relies on its regional dimension since it is addressed to seven countries. It creates a collective awareness on a topic whose response is more efficient when all stakeholders work together. In addition, this project provides the opportunity to collectively adopt international standards in terms of analysis and coverage of risks. As they get to know each other better, partners will be stronger together to face adversity according to the sacrosanct principle of strength through unity.

In concrete terms, APCA aims to improve and modernize structural, organizational and institutional capabilities of civil protection through several components:

- Modernization of structures through the definition of regulatory documents relating to missions and organization of fire-fighters but also through the acquisition of a methodology to implement contingency plans;
- Strengthening and development of the training through the creation of trainer's network, training plans and regional internships in three main areas (first-aid and road safety, fire-fighting and rescue readiness, weather-related operations);
- Analysis and assessment of risks through the creation of working groups involved in gathering information.

Direct beneficiaries of this project are first fire-fighters but real ones will undeniably be the populations.

### **An institute dedicated to civil protection in Burkina Faso**

As the seventeenth national school with regional scope to emerge, the Institute of High Studies of Civil Protection (ISEPC) was inaugurated on 2<sup>nd</sup> of October 2012, in Ouagadougou. This institute is the result of an exemplary cooperation between France and Burkina Faso and is entirely dedicated to the theme of civil protection in

Africa. This school aims to train stakeholders in charge of this field in African states to risk prevention, relief coordination and crisis management and tries to answer a triple objective:

- Training African fire-fighter officers in the field of command and coordination of relief assistance,
- Training managers of civil protection units to the conception of regulatory documents dedicated to the analysis, the prevention and the coverage of natural, technological and human disasters;
- Training administrative and civil authorities in the field of crisis management and of policies' implementation for populations' protection.

Backed by a widely-recognised experience of Burkina Faso in the organization of regional trainings, this Institute offers courses adapted to local realities in English or in French. Some of them could be later recognized with the award of a university diploma. The centre is located on a site provided by Burkina Faso state and restored by the DCSD. It can accommodate 25 trainees at a time. Several specific technical platforms (manoeuvring areas with fire house and box sections, extrication and rescue-clearing up areas...) complete the package.

Last September, a first five-month training session of fire-fighter officers began with 20 students from 11 African countries. These future leaders of fire-fighting units will then be able to occupy operational and administrative functions. In 2013, the institute has already planned eight different courses and could thus train more than 200 military and civil executives.

The establishment of this Institute enables the ENVR network to cover the whole spectrum of defence and security missions. From now on, efforts must be done toward the full appropriation of the project by partners and beneficiary countries of the African continent.

## Un projet d'école de protection civile en Tunisie

Les autorités tunisiennes ont décidé de créer une grande école nationale de protection civile. Ouverte à des stagiaires originaires d'autres pays du continent africain, ce projet aurait une envergure régionale. La DCSD a décidé d'accompagner la montée en puissance de cette école et a fait adopter pour cela un projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP). Doté d'un montant de 800 000 euros sur trois ans (adopté en juillet 2012), sa mise en œuvre s'effectuera avec l'appui d'un coopérant militaire, expert de la protection civile affecté en Tunisie dès l'été 2012.

Le projet vise d'abord à élaborer un nouveau schéma directeur de formation initiale et continue à partir d'une analyse des besoins résultant de la réalisation préalable d'un Schéma national d'analyse et de couverture des risques (SNACR). L'accent est mis sur la formation du personnel, et en particulier sur celle des formateurs notamment dans le domaine des risques technologiques et industriels qui constituent une menace majeure en Tunisie.

Dans ce cadre, l'École nationale de protection civile (ENPC) aura pour vocation en priorité la formation initiale et continue des différents acteurs tunisiens de la protection civile, mais également, à terme, la formation à la prévention des risques, à la coordination des secours et à la gestion de crise. À l'horizon 2016, l'ENPC devrait avoir la capacité de former 1 000 stagiaires chaque année. Plus largement, ce projet contribue aussi au renforcement de la protection civile tunisienne qui prévoit l'implantation de quarante-huit nouveaux centres d'intervention, ainsi que le recrutement de 1 500 agents.

### *A project of civil protection school in Tunisia*

*Tunisian authorities have decided to create an important national civil protection school. Opened to trainees from other African countries, this project will have a regional scope. The DCSD decided to support the rise of this school by adopting a Solidarity Priority Funds. With a budget of 800.000 Euros over 3 years (adopted in July 2012), its implementation will be carried out with the support of a French military cooperant, expert in civil protection.*

*The project aims at producing a new master plan for initial and further training. This plan will rely on an analysis of the needs arising from the implementation of a national safety management and risk analysis policies. Emphasis is given to staff training and especially to trainers' training on industrial and technological risks that constitute a major threat in Tunisia.*

*In this context, the National School of Civil Protection is expected to train different actors of civil protection in the country, but also on the long view to support training to first-aid coordination and risk prevention and management. By 2016, this school will have the capacity to form 1.000 trainees each year. More broadly, this project also contributes to the reinforcement of Tunisian civil protection which plans the implementation of 48 new intervention centres and the recruitment of 1.500 agents.*





### NAISSANCE, EN GUINÉE, DES UNITÉS DE PROTECTION CIVILE (UPC)

Avec l'appui de la DCSD, la Guinée s'apprête à mettre sur pied, en 2013, des unités spécialisées dédiées à la protection civile, les UPC. Ce concept est né d'un double constat, celui de l'existence d'une « offre » et d'un « besoin » en matière de protection civile. L'offre, c'est celle d'une ressource humaine disponible, des militaires en sureffectif dans un contexte de sortie de crise. Le besoin, c'est celui d'une population potentiellement victime de catastrophes, mais aussi de tracas quotidiens, que les services publics peinent, faute d'organisation et de moyens, à gérer. Ainsi, il a été proposé la création des « Unités de Protection Civile », composées de ces militaires en sureffectif, certes pas formés au départ, mais solidement encadrés, commandés et dirigés par des formateurs-experts de protection civile. Ces derniers auront, outre le commandement des UPC, à former au fil du temps et des interventions les ex-militaires constituant ces unités.

Prévues au départ d'être présentes dans la capitale et les chefs-lieux des quatre régions naturelles de Guinée, les UPC constitueront le premier outil de réponse à l'urgence. Alors que l'Union Européenne est prête à s'engager avec un budget de 3 M€ sur la protection civile en Guinée et notamment sur ce projet, la France, sollicitée par les autorités guinéennes, les conseillera pour la montée en puissance et l'organisation de ces UPC, « formera les formateurs-experts », c'est-à-dire les experts commandant chacune des futures unités, et contribuera à la fourniture des équipements de base.

### BIRTH IN GUINEA OF NEW "CIVIL PROTECTION UNITS" (UPC)

*With DCSD support, Guinea is organizing in 2013 new local civil protection units. This concept comes from twin factors: the existence of a "supply" and a "need" in the field of civil protection. The "supply" is constituted by available human resources namely militaries too numerous in a post-crisis context. The "need" comes from a population victim of disasters that public services don't know how to manage because of a lack of resources and organization. Hence the creation of local civil protection units was proposed and composed of these militaries, untrained but firmly supervised and managed by civil protection trainers-experts. These will not only command the UPC, they will also train over time and during operations the ex-soldiers enlisted in these units.*

*Planned to be present in the capital and in the county-towns of the four natural regions of Guinea, the UPC will be a primary first-aid tool. While European Union is planning to devote 3 millions of Euros to civil protection field in Guinea including this project, France has been chosen by Guinean authorities to advise them on the rise and the organization of these units, to form the trainers-experts responsible for each future unit and to participate to the furniture of basic equipments.*

## LA DCSD, DES ACTIONS DE PROTECTION CIVILE SUR TOUS LES CONTINENTS...

Certains effets de la modernisation et de la mondialisation ont augmenté les risques de catastrophes naturelles ou accidentelles partout sur la planète. Dans ce contexte, les besoins en matière de formation des structures nationales de protection civile portent à la fois sur les mesures de prévention et de préparation et sur les capacités de réponse et de réhabilitation. L'appui de la DCSD auprès de ses partenaires dans le domaine de la protection civile prend ainsi des formes variées. Tous les continents bénéficient de ses actions.



### Coopération franco-algérienne, un projet remarquable

Trois catastrophes majeures successives (inondation de Bab El-Oued en novembre 2001, séisme d'Alger-Boumerdes en mai 2003, explosion au complexe pétrochimique de Skikda en janvier 2004) ont conduit l'Algérie à renforcer et moderniser ses capacités d'intervention dans le domaine de la protection civile. Dans le cadre d'une coopération franco-algérienne déjà très active, un programme de formation initié sous la forme d'un projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) a alors été lancé en 2008 par le ministère des Affaires étrangères français qui s'est achevé en octobre dernier.

Doté d'un budget de plus de 3 millions d'euros, ce projet intitulé « Renforcement des capacités d'action et modernisation des services de la protection civile algérienne » reposait sur quatre composantes :

- renforcement des capacités opérationnelles de la Direction générale de la protection civile ;
- élaboration d'un cursus de formation intégrant le déroulement de carrière ;
- prévention et intervention dans le domaine des risques technologiques ;
- organisation des secours en situation de catastrophe.

Le bilan de ce projet unique atteste de sa réussite. La totalité des actions prévues ont été menées à bien permettant la formation de plus de 5 000 officiers de la protection civile algérienne. Ces formations se sont déroulées aussi bien en France qu'en Algérie et ont couvert trente-deux domaines de spécialité, allant de la gestion des crises et des risques à la médecine subaquatique et hyperbare en passant par les techniques d'intervention de base (secourisme, lutte contre les feux...).

Ce projet a également permis de développer les capacités d'anticipation et d'action en matière de gestion des catastrophes à travers l'élaboration d'un Schéma national d'analyses de couverture des risques (SNACR) et la modernisation des centres opérationnels de gestion des catastrophes.

Afin de poursuivre la dynamique créée par le projet, la DCSD a maintenu le poste du coopérant expert auprès du directeur général de la protection civile algérienne de manière à poursuivre les actions bilatérales et d'ancrer de façon durable les effets obtenus par le projet FSP.



## DCSD: CIVIL PROTECTION ACTIONS ON EVERY CONTINENT

On all continents, consequences of modernization and globalization increased the risk of natural disasters or accidents. In this context, the needs to reinforce the capacities of national civil protection structures concerned both prevention or preparedness measures and rehabilitation capacities. The support of DCSD towards its partners in the protection civil field holds various forms. All continents are benefiting from its actions.

### **Franco-Algerian cooperation: a remarkable project**

*Three successive and major disasters (floods of Bab El-Oued in November 2001, earthquake in Boumerdes-Algiers in May 2003 and the explosion of petrochemical complex in Skikda in January 2004) forced Algeria to strengthen and modernize its capacities of intervention in civil protection field. In the framework of an already very active Franco-Algerian cooperation, a training program initiated as a project of Priority Solidarity Fund (FSP) was launched in 2008 by the French Ministry of Foreign Affairs. It was completed last October.*

*With a budget of over 3 million Euros, the project "Strengthening capacities for action and moderniza-*

*tion of the Algerian Civil Protection" was based on four components:*

- *Strengthening the operational capacity of the Directorate-General of Civil Protection;*
- *Developing a training integrating career development;*
- *Preventing and intervening in the technological risks field;*
- *Organizing assistance in case of a disaster.*

*The results of this unique project are proof of its success. All assessments planned were completed enabling the training of more than 5 000 Algerian civil protection officers. These trainings were held both in France and Algeria and covered 32 areas of expertise, ranging from crisis and risks management to subaquatic and hyperbaric medicine, including the basic techniques and processes (first-aid and fire fighting activities...).*

*This project also helped to develop capacities for anticipation and action in disaster management through the proposal of national safety management and risk analysis policies ("SNACR") and the modernization of operational centres dedicated to disaster management.*

*Taking advantage of the impetus engendered by the project, the DCSD maintained the expert post in liaison with the Director General of Algerian Civil Protection, in order to pursue bilateral actions and to help embed more durably the project effects.*

## Afrique subsaharienne, vers de nouvelles structures

Aux risques naturels, telles les fortes précipitations, qui occasionnent chaque année dans cette partie du monde des désastres aux conséquences humaines et économiques dramatiques, s'ajoutent une forte accidentologie routière et la présence de nombreux points chauds, qui contribuent à rendre les zones urbaines particulièrement vulnérables au risque incendie. La coopération française en matière de protection civile y est donc très importante et vise à aider les pays partenaires qui le souhaitent à construire et réorganiser leur réponse de protection civile. En 2012, sept coopérants permanents y sont déployés et travaillent sur l'ensemble des domaines de la protection civile : organisation, réglementation, formation...

L'action de ces coopérants est complétée par l'envoi de nombreuses missions de renfort temporaire qui participent aussi bien à la formation des sapeurs-pompiers professionnels qu'à celle de la population aux premiers secours. Ainsi, même les pays qui ne disposent pas de coopérants permanents peuvent bénéficier de l'expertise protection civile.

À Madagascar, de nombreuses missions de renfort temporaire soutiennent l'action des deux coopérants permanents en poste auprès du corps de protection civile de l'armée Malgache, par des formations dans les domaines du traitement de l'eau, feu de forêt, sauvetage-déblaiement, secourisme... Ainsi s'est déroulé en juillet dernier un exercice de restitution portant sur le secours de personnes tombées d'embarcation. Une quarantaine de personnes, citoyens et sauveteurs de surface, originaires de Manambato, village très fortement touché par les derniers cyclones, ont ainsi été formés aux premiers secours et au sauvetage aquatique par les sapeurs-pompiers de l'armée malgache. Ces mêmes sapeurs-sauveteurs avaient préalablement été formés eux-mêmes par une mission de renfort temporaire française.

En Guinée, un coopérant, affecté à l'été 2012 poursuit les actions lancées un an auparavant pour aider ce pays à réorganiser ses services de protection civile. Son rôle est à la fois de contribuer à la remise à niveau de la réglementation en matière de protection civile ainsi qu'à la réorganisation du commandement des opérations de secours ou encore à l'élaboration de programmes de formation initiale et continue. Depuis son arrivée, plusieurs formations ont déjà pu être dispensées soit par le biais de missions de renfort temporaire, soit par les synergies que le coopérant met en place avec les armées françaises (à l'occasion d'escale de la Marine nationale notamment).

Ainsi, en novembre dernier, une mission de renfort temporaire a été envoyée de France afin de former les sapeurs-pompiers guinéens aux techniques du secours routier. Cette formation, effectuée par des experts du SDIS 44 de Nantes, visait à former vingt sapeurs-pompiers guinéens aux techniques délicates de la désincarcération de victimes coincées dans des véhicules accidentés. Après une évaluation des connaissances en secourisme des stagiaires, une séance d'entretien des matériels nécessaires et une présentation théorique des actions à effectuer, les stagiaires ont pu mettre en œuvre les connaissances acquises en travaillant en conditions réelles sur des épaves. Réalisée dans des conditions très concrètes et adaptées aux moyens détenus par les sapeurs-pompiers guinéens, cette formation permettra d'améliorer les conditions de prise en charge des victimes d'accidents de la route dans le pays.

Les premières actions lancées en Guinée par la DCSD en 2011 portent déjà leur fruit. La première promotion de sapeurs-pompiers guinéens vient de recevoir son diplôme. Ces douze sapeurs-pompiers possèdent maintenant les compétences qui leur permettront d'instruire leurs camarades et d'améliorer ainsi le service rendu au bénéfice de la population guinéenne.





### **Sub-Saharan Africa, towards new structures**

Natural hazards, such as heavy rainfall, which caused every year in this part of the world disasters with dramatic human and economic consequences, are now worsened by high road accidents and existence of many hot spots that contribute to make urban zones more vulnerable to fire risk. French cooperation in civil protection is, hence, very important in these areas so as to help requesting partners to build and re-organize their civil protection solutions. In 2012 seven French expert cooperants work in Africa on all areas of civil protections: organization, regulation, training...

Cooperants' actions are completed with numerous short-term missions of experts that are involved in both training of fire-fighters and first-aid training of population. Hence, even countries that do not have permanent cooperant can benefit from the French civil protection expertise.

In Madagascar, many temporary missions support the work of the French cooperant, in liaison with the Civil Protection Corps of Malagasy army by training in the fields of water treatment, forest fire, rescue and cleanup, first-aid... Hence, a restitution-exercise took place last July on man-overboard rescue. Forty persons, citizens and surface-rescuers, originating from Manambato, a village strongly affected by recent hurricanes, were taught first-aid and water rescue-training by fire-

fighters from Malagasy army. These fire-rescuers were trained earlier themselves by French short-term experts.

In Guinea, a cooperant, assigned on summer 2012, continues actions launched a year before to help this country to re-organize its civil protection services. His role is to contribute to the upgrading of regulations in civil protection field, to the reorganization of rescue operations command or to the development of initial and continuing training programs. Since its arrival, he organized several trainings with the help of short-term experts or in synergy with French armies.

Last November, experts of civil protection were sent from France in order to train Guinean fire-fighters to the road emergency techniques. This training conducted by SDIS 44 experts from Nantes aimed at training 20 fire-fighters to the sensitive techniques of how to free the casualty from vehicle. This training addressed an assessment of trainees' first-aid knowledge, a session on maintenance of equipments and an academic presentation of rescue actions. These fire-fighters were then able to implement this knowledge through exercise on wrecks. Conducted under very specific conditions and adapted to Guinean fire-fighters resources, this training will improve the treatment of road crash casualties in the country.

First actions launched by DCSD in Guinea are already bearing fruit. The first class of Guinean fire-fighters just received its diploma. These 12 fire-fighters now have the skills to train their colleagues and improve service to the public.



## Balkans, apport de l'expertise française dans la gestion des risques sismiques

Les pays des Balkans occidentaux présentent la caractéristique d'être situés à la fois dans une région à forte activité sismique et soumise à de nombreux feux de forêt. En outre, les risques industriels sont fortement présents sur l'ensemble de la zone. Pour y répondre, plusieurs pays ont récemment mis en œuvre diverses actions afin de moderniser leur système de protection civile. La France soutient ces démarches par la mise en place d'actions de coopération notamment en matière de formation.

Les missions d'experts de renfort temporaire déclenchées par la DCSD couvrent des domaines aussi variés que les formations à la décontamination radioactive (Croatie) ou celles de formateurs aux gestes premiers secours. Mais pour répondre au mieux aux risques élevés de catastrophes naturelles dans cette région, la DCSD a depuis plusieurs années mis l'accent sur le financement d'actions de formation dans le domaine des risques d'origine sismique. Depuis 2005, la Croatie, la Serbie et le Monténégro bénéficient ainsi régulièrement de formations sur le sauvetage-déblaiement en cas de tremblements de terre.

C'est également dans cette optique qu'un séminaire régional sur les risques sismiques a réuni, fin 2011 en Macédoine, l'ensemble des partenaires régionaux impliqués dans le domaine de la protection civile (directeurs sécurité civile, pompiers, chercheurs). Conçue et organisée par la DCSD et conduite par l'attaché de sécurité intérieure coordonnateur régional pour la zone des Balkans

occidentaux, cette rencontre a permis d'établir de façon très pragmatique les actions à mener à la suite d'une catastrophe et de souligner la volonté de prévenir de tels phénomènes en développant notamment l'arsenal législatif et les techniques de renforcement de structures anciennes. Parallèlement, ce séminaire incite les pays des Balkans à travailler ensemble face à un risque commun à la zone et à poursuivre l'initiative de spécialisation de chaque pays, de même que la mutualisation des compétences avant et après les catastrophes. À moyen terme, le but est d'aider ces pays appelés à entrer dans l'Union européenne à acquérir les savoir-faire et les standards dans le domaine de la protection civile pour s'organiser de manière efficace face à une catastrophe de grande ampleur.

## Asie du Sud-Est, vers une coopération régionale

Dans quasiment tous les pays de cette zone, les besoins en termes d'expertise en protection civile sont immenses, qu'il s'agisse du développement des infrastructures de distribution des secours, de la lutte contre les incendies, de la mise à niveau des organisations, des besoins en formation, de la planification ou de la prévention des risques, des matériels et équipements. Le développement économique et urbain sans précédent de ces pays (Malaisie, Indonésie, Vietnam, Thaïlande, Philippines...) s'accompagne d'efforts de mise à niveau des capacités de protection civile, notamment dans le cadre de la lutte contre l'incendie. La protection des populations et des biens représente désormais une priorité pour tous ces pays.

Dans le cadre du plan d'action triennal de la DCSD, un coopérant à vocation régionale sera ainsi mis en place à l'été 2013 pour renforcer les actions de la direction dans le domaine de la protection civile. Basé à Singapour, il rayonnera sur l'ensemble de la région Asie du Sud-Est pour recenser, proposer et mettre en œuvre les actions demandées par les pays partenaires et ainsi mieux répondre à leurs attentes.

### **The Balkans: contribution of French expertise in the management of seismic risks.**

Western Balkan countries have the characteristic of being located in a region with both high seismic activity and numerous wildfires. In addition, industrial risks are strongly present in this area. To address this, several countries recently implemented various initiatives to modernize their civil protection mechanisms. France supports these efforts through the implementation of cooperation activities including training.

The short-term missions of experts triggered by DCSD cover areas as varied as radioactive decontamination training (Croatia) or first-aid trainers' instruction. In order to address high risks of natural disasters in this region, DCSD has for many years focused its action on the financing of seismic risks training. Since 2005, Croatia, Serbia and Montenegro regularly benefit from rescue-clearing-up trainings in case of earthquakes.

It is also in this context that a regional seminar on seismic risks brought together, in 2011, all regional partners involved in this field of civil protection (civil security directors, fire-fighters, researchers...). Designed and organized by DCSD and managed by the regional internal security coordinator for the Western Balkans, this meeting established on a very pragmatic approach emergency operations to conduct following a disaster. It also stressed the importance to prevent such phenomena by

developing legal arsenal and techniques to strengthen building. Meanwhile this seminar encourages Balkan countries to work together in order to face a common risk and to pursue the specialization of each country, as well as the "sharing and pooling" of competences before and after disasters. In the short medium term the objective is to help these countries, called to enter EU, to acquire traditional skills and standards in civil protection field so as to successfully organize their structures during a large-scale disaster.

### **Southeast Asia**

In almost every country of this area, needs in terms of civil protection are immense ranging from development of infrastructures, fire-fighting procedures to upgrading programs for organizations, risk prevention, equipments... Urban and economic development of these countries (Malaysia, Indonesia, Vietnam, Thailand, Philippines...) demands efforts to meet standards in civil protection capabilities, especially in fire-fighting procedures. Protection of people and goods is now a priority for all these countries.

As part of the three-year plan adopted by the DCSD a French expert will be assigned during summer 2013 to strengthen DCSD actions in the civil protection field. Based in Singapore, he will work on the whole Southeast Asia area in order to identify, propose and implement actions requested by partner countries in order to better meet their needs.

### **FORMATION « DÉSINCARCÉRATION » À ZVORNIK**



Du 6 au 9 novembre dernier s'est tenue au centre de secours de Zvornik, une formation organisée conjointement par les services de sécurité intérieure de l'ambassade de France en Bosnie Herzégovine et par l'ONG « Pompiers de l'urgence internationale » (PUI). Ce stage destiné à des pompiers bosno-herzégoviens a permis de former les vingt-deux participants aux techniques de désincarcération. Ce stage répond à un besoin réel de formation en secours routier et apporte l'expertise française dans le domaine de la stabilisation des accidentés sur les lieux d'un sinistre.

À l'issue de cette formation, des lots de désincarcération ont été officiellement remis aux centres de secours

participants sous l'autorité de son Excellence M. Roland Gilles, ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine, du vice-ministre de la Sécurité, M. Mladen Čavar et d'autres personnalités de Bosnie-Herzégovine.

### **EXTRICATION TRAINING IN ZVORNIK**

On November 6-9, an extrication training was jointly organised in the rescue centre of Zvornik by the internal security services of the French Embassy in Bosnia and the NGO "Firemen for the International Emergency" (PUI). This course was intended to Bosnian fire-fighters and formed more than 22 participants to the extrication techniques. It meets a real need in the training for road rescue and provides French expertise in the field of stabilization of victims after an accident.

At the end of this training, extrications bundles were officially handed to the participant rescue centres, under the authority of H.E Ambassador Roland Gilles and of the Vice Minister of Security M. Mladen Čavar.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

En Asie du Sud-est, les actions « protection civile » de la DCSD portent essentiellement sur la gestion des crises et des risques, notamment NRBC. Ainsi, la DCSD, conjointement avec le Comité de la sécurité nationale de Malaisie et le Centre régional du contre-terrorisme pour l'Asie du Sud-Est, a organisé et financé, en novembre 2012 à Kuala Lumpur, une formation régionale sur le thème de la menace NRBC. Animée par cinq formateurs-experts de la DGSCGC, du bataillon des sapeurs-pompiers de Paris, du RAID et du GIGN, elle a réuni des participants des services de protection civile ou assimilés des dix pays de l'ASEAN, à raison de deux représentants qualifiés par pays.

Cette formation prolongeait les précédentes actions de coopération sur cette thématique qui avaient été organisées en 2010 et 2011 à Singapour et à Brunei. Se fondant sur le partage d'expériences par répétition de cas pratiques et réels vécus par les formateurs, les exercices reposaient sur les réactions de cellules de crises mises en œuvre à l'occasion d'événements majeurs dont la cause est une attaque ou un accident NRBC.

## Amérique latine, vers un renforcement des liens

Des liens étroits existent depuis de nombreuses années entre les sapeurs-pompiers français et leurs homologues sud-américains. Le savoir-faire et la technicité de la sécurité civile française ont été à maintes reprises appréciés par les populations et les autorités de ces pays, à l'occasion de certaines catastrophes naturelles. C'est pourquoi certains pays de cette zone souhaitent développer un partenariat avec la France, afin de bénéficier de soutien et d'appui dans le domaine de l'organisation des secours et de la formation.

De nombreuses actions sont menées en matière de coopération civile dans cette région selon le principe de l'autofinancement. Les actions de la DCSD viennent régulièrement compléter ce dispositif. À cet effet une mission d'audit a par exemple récemment été menée au Brésil concernant la préparation aux événements sportifs majeurs qui se dérouleront prochainement à Rio de Janeiro (Coupe du monde de football de 2014 et Jeux olympiques de 2016). Cette même thématique était au cœur d'un séminaire régional organisé en Équateur. Par ailleurs, des experts français ont partagé leurs savoir-faire dans le cadre d'une action de sensibilisation aux risques industriels et technologiques en Colombie.

En octobre 2012, une mission d'audit en matière de protection civile a été menée au Chili par la DCSD à la demande des autorités du pays. Le gouvernement chilien considère la protection civile comme une priorité, du fait des nombreux risques environnementaux auxquels est exposé le pays, et souhaiterait développer une véritable coopération avec la France sur cette thématique. Les deux experts français ont ainsi visité divers centres régionaux dédiés à la protection civile ainsi que le Centre national des alertes précoces (CAT) et ont participé à un exercice régional d'alerte au tsunami. À l'issue de cette mission d'audit, le directeur national de l'Office national des urgences du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique (ONEMI) a confirmé son souhait de disposer d'un expert français pour renforcer les capacités de gestion des aléas et des crises de l'ONEMI. Pour répondre à cette demande, un poste d'expert protection civile sera ouvert à l'été 2013, il aura en plus une vocation régionale.





*In Southeast Asia, DCSD's civil protection actions mainly revolve around crisis and risks management including CBRN risks. Hence, the DCSD, the Malaysian National Security Committee and the South East Asian Regional Centre for Counter Terrorism (SEARCCT) organized and funded in November 2012 in Kuala Lumpur a regional training on CBRN threat. Led by five DGSCGC expert trainers from various crisis management agencies in France, this program was attended by participants from civil protection services of ten ASEAN countries.*

*This training is following previous cooperation activities on this topic that were held in 2010 and 2011 in Singapore and Brunei. French experts impart their knowledge and experiences through table-top exercise module that was based on how the police, firemen and medical personnel effectively respond after an attack or a CBRN accident.*

### **Latin America: towards a reinforcement of the links**

*Close links exist for many years between French firefighters and their Latin American counterparts. French know-how and technical expertise in civil protection field have been repeatedly appreciated by people and authorities of these countries during natural disasters. This is why some countries of this area wish to develop a partnership with France in order to receive support and assistance in emergency response and training.*

*Many civil cooperation actions are carried out in this area on a self-financing principle. DCSD actions regularly complete this process. In this context an audit mission was conducted in Brazil concerning future major sporting events in Rio de Janeiro (Football World Cup 2014 and Olympic Games 2016). This theme was the focus of a regional seminar organized in Equator. Furthermore, French experts shared their skills during awareness-raising activities on industrial and technological risks that occurred in Colombia.*

*In October 2012, an audit mission in civil protection was conducted in Chile by the DCSD, at the request of the authorities. The Chilean government identifies civil protection as a priority because of the various natural hazards faced by the country and would like to develop an effective cooperation with France on this issue. The two French experts visited regional centres for civil protection and the early warning centre (CAT). They also took part in a regional exercise on tsunami warning. Following this audit mission, the director of the National Office for Emergencies from the Ministry of the Interior (ONEMI) confirmed he would like France to provide a seconded expert to strengthen crisis management capabilities of the ONEMI. To meet this demand, a post of civil protection expert will be opened in summer 2013 with activities on the whole continent.*

## LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE DEPUIS LA DCSD : LANCEMENT DE « PARTENAIRES VERS L'AFRIQUE »

Lors de la conférence de rentrée des ambassadeurs, le ministre des Affaires étrangères a fait de la diplomatie économique une priorité. La DCSD compte y prendre toute sa part en développant, avec le CNCCEF, le MEDEF International Afrique et le CIAN, un cadre permanent d'échanges d'informations sur le continent africain : « Partenaires vers l'Afrique ».

Le 10 octobre dernier, s'est tenu à l'École militaire le premier séminaire de « L'Afrique en mouvement », co-organisé par l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) et le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France (CNCCEF). Le directeur de la coopération de sécurité et de défense, le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, y a contribué en y modérant une table ronde sur la « Sécurité et la gouvernance en Afrique ». Avec d'autres tables rondes portant respectivement sur les défis, les ressources ou encore les secteurs-clés de croissance du continent africain, cette journée d'échanges et de débats a rencontré un vif succès auprès d'un auditoire actif composé d'une centaine de représentants d'entreprises françaises impliquées en Afrique.

Alors que la DCSD intervient déjà régulièrement auprès des cercles entrepreneuriaux intéressés par les questions africaines, le succès du séminaire de l'IHEDN a permis aux acteurs publics et privés de prendre conscience de l'intérêt à établir entre eux une concertation régulière. C'est dans ce contexte que, le 20 novembre, des représentants du CNCCEF, mais aussi du MEDEF International Afrique et du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) se sont rendus à la DCSD pour une réunion de travail visant à organiser cette concertation.

Les participants y ont unanimement constaté et déploré que, au moment où le décollage économique de l'Afrique est devenu incontestable, la présence de la France et de ses entreprises tend à y diminuer. Tous sont convaincus que la sécurité et la prospérité de l'Afrique et de l'Europe sont indissolublement liées, et que la France peut trouver sur le continent africain les marchés émergents qui compenseront, pour ses entreprises, la maturité du marché européen. Pour répondre à ces défis, il convient de développer les synergies entre les secteurs privé et public, dont les intérêts sont communs et complémentaires : entreprises et

administrations disposent d'informations intéressantes les unes pour les autres, tandis que la diminution des capacités budgétaires peut être compensée par des actions conjointes.

Partant de ces constats, la DCSD, le CNCCEF, le MEDEF International Afrique et le CIAN ont décidé d'institutionnaliser des canaux d'échanges, à Paris comme sur le terrain, en réfléchissant à la mise en place d'un « guichet unique » pour les entreprises comme pour les administrations. Convenus de faire le point sur une base bimestrielle, les « Partenaires vers l'Afrique » s'attacheront entre-temps à affiner leur mandat, à cartographier les acteurs à associer, à élaborer les contours de leur structure et, surtout, à engager les premières réalisations concrètes. « Partenaires vers l'Afrique » s'inscrira pleinement dans l'appel à une diplomatie économique forte lancé par le ministre des Affaires étrangères, qui a annoncé la création d'une nouvelle Direction des entreprises et de l'économie internationale (DEEI) lors de la dernière conférence de rentrée des ambassadeurs. En charge des questions de sécurité et de défense au sein du ministère des Affaires étrangères, la DCSD représente l'interlocuteur naturel des entreprises sur ses domaines de compétence.



## ECONOMIC DIPLOMACY FROM DCSD: LAUNCH OF "PARTNERS TOWARDS AFRICA"

During the annual Conference of Ambassadors, the French Minister of Foreign Affairs gave priority to economic diplomacy. The DCSD intends to play a full part in this field and is developing, with the CNCCEF, the MEDEF International Africa and the CIAN, a permanent framework to exchange information about African continent: "Partners towards Africa".

Last 10<sup>th</sup> of October, was held the first seminar on "Africa in movement" co-organized by the Institute of Advanced Studies of National Defence (IHEDN) and the National Committee of French Foreign Trade Advisors (CNCCEF). The Director of the DCSD, Lieutenant-General Bruno Clément-Bollée, contributed to this conference as moderator of the "security and governance in Africa" roundtable. The other roundtables dealt with challenges, resources or key growth sectors in Africa. This discussion day was a great success with an active audience of one hundred representatives of French companies involved in Africa.

While the DCSD already intervenes in entrepreneurial networks interested in African issues, the success of this seminar enables public and private actors to raise awareness on the importance to consult with each other on a regular basis. In this context, representatives of CNCCEF, MEDEF International Africa and French Council of Investors in Africa (CIAN) attended on the 20<sup>th</sup> of November a working meeting with DSCD about this future dialogue to build.

*Participants unanimously deplored the fact that French presence in Africa tends to reduce while African economic take-off is undeniable. All are convinced that security and prosperity of both Africa and Europe are inextricably linked and that France could find on the African continent emerging markets that will compensate the maturity of European market. To meet these challenges, we have to develop synergies between public and private sectors whose interests are common and complementary: companies and administrations have interesting information for one another while dwindling budgetary capacities can be balanced by joint actions.*

DCSD, CNCCEF, MEDEF International Africa and CIAN then decided to institutionalize exchange in Paris and on the ground. They considered setting up a kind of "single desk" for both public and private sectors. These "Partners towards Africa" agreed to review the situation on a bimonthly basis. In the meantime, they will work to refine their mandate, to list the actors that should be involved, to draw up the outline of their structure and above all to get the first concrete actions under way. "Partners for Africa" will be fully in line with the call for economic diplomacy launched by the Minister of Foreign Affairs who also announced the creation of a new directorate for business and international economy. DCSD which is in charge of defence and security issues for the Ministry of Foreign Affairs is the natural contact for private sector in this field of competences.



< A INSERER >

## VOS CONTACTS

### DIRECTION

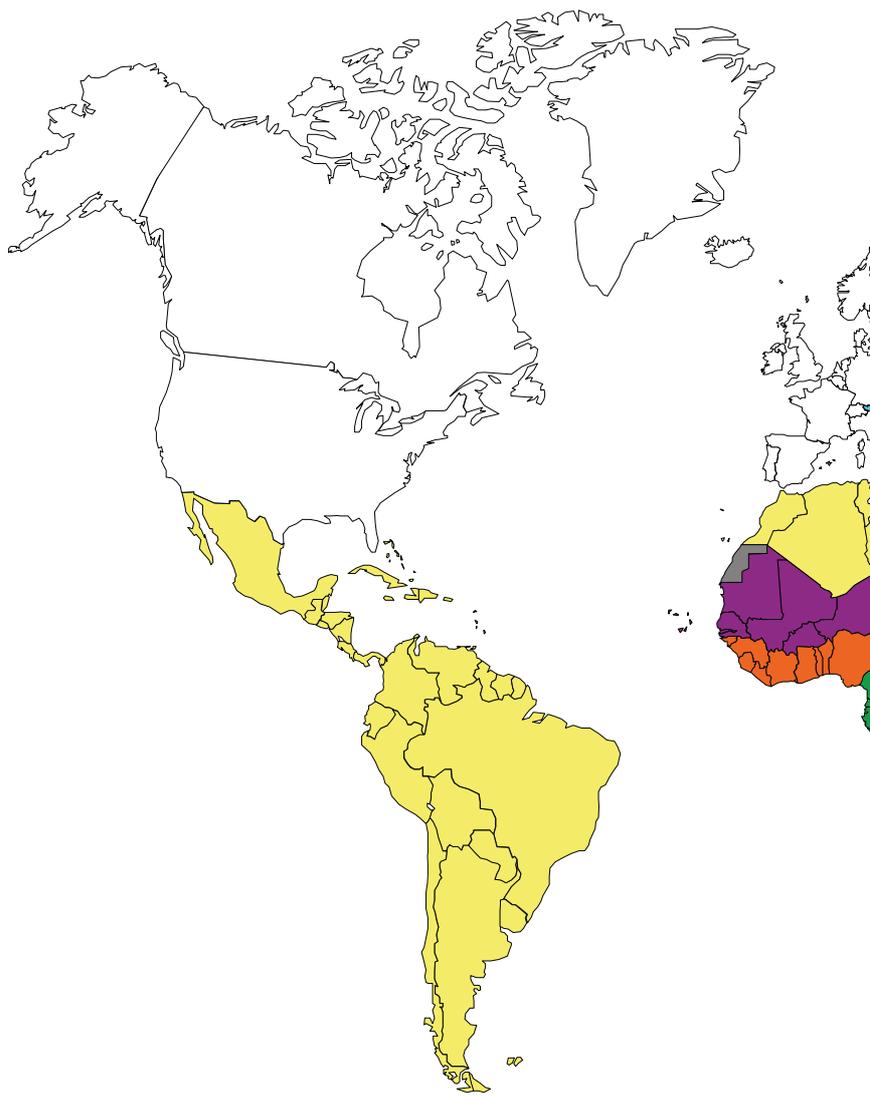
**Directeur de la Coopération  
de Sécurité et de Défense**  
Bruno CLÉMENT-BOLLÉE (GCA (T))  
Tél 01.43.17.88.20



**Directeur Adjoint**  
Thierry VANKERK-HOVEN  
Tél 01.43.17.88.22



**Secrétariat de la direction**  
Tél 01.43.17.94.24



### BUREAU DES CHARGÉS DE MISSION

**Contrôle de gestion**  
Jean-Albert MARION (CC (M))  
Tél 01.43.17.83.75



**Communication**  
Stéphanie PAYRAUDEAU (LV (M))  
Tél 01.43.17.93.04



**Prospective /  
Colloques et accords**  
Cyril ROBINET (CNE (T))  
Tél 01.43.17.99.32



### BUREAUX SPÉCIALISÉS

**Bureau Colloques et Accords**  
Philippe SEIGNEURIN  
Tél 01.43.17.97.69



**Bureau des Survol  
et Escales navales**  
Geneviève KONG-HERVE  
Tél 01.43.17.87.50



### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**Sous-direction  
Afrique subsaharienne**  
Luc de REVEL (COL (T))  
Tél 01.43.17.81.42



**Afrique de l'ouest  
(pays côtiers)**  
Hilaire COURAU (LCL (T))  
Tél 01.43.17.88.32



**Afrique centrale**  
Christophe GIRIN (CF (M))  
Tél 01.43.17.82.42



**Afrique australe, de l'Est,  
Océan indien**  
Jean-Philippe PLASSARD (LCL (G))  
Tél 01.43.17.93.86



**Pays sahélo-sahariens,**  
Christian PIOT (LCL (T))  
Tél 01.43.17.94.04



### MONDE

**Sous-direction Monde**  
Erwan de GOUVELLO  
Tél 01.43.17.94.22



**Moyen-Orient**  
Bruno COMMARMOND (LCL (A))  
Tél 01.43.17.88.85



**Maghreb, Égypte,  
Amérique latine**  
Arnaud de PAMPÉLONNE (LCL (T))  
Tél 01.43.17.83.20



**Asie, Levant**  
Michael LAKIN (LCL (T))  
Tél 01.43.17.80.55



**Europe, Asie centrale**  
François MESURE (LCL (A))  
Tél 01.43.17.81.17

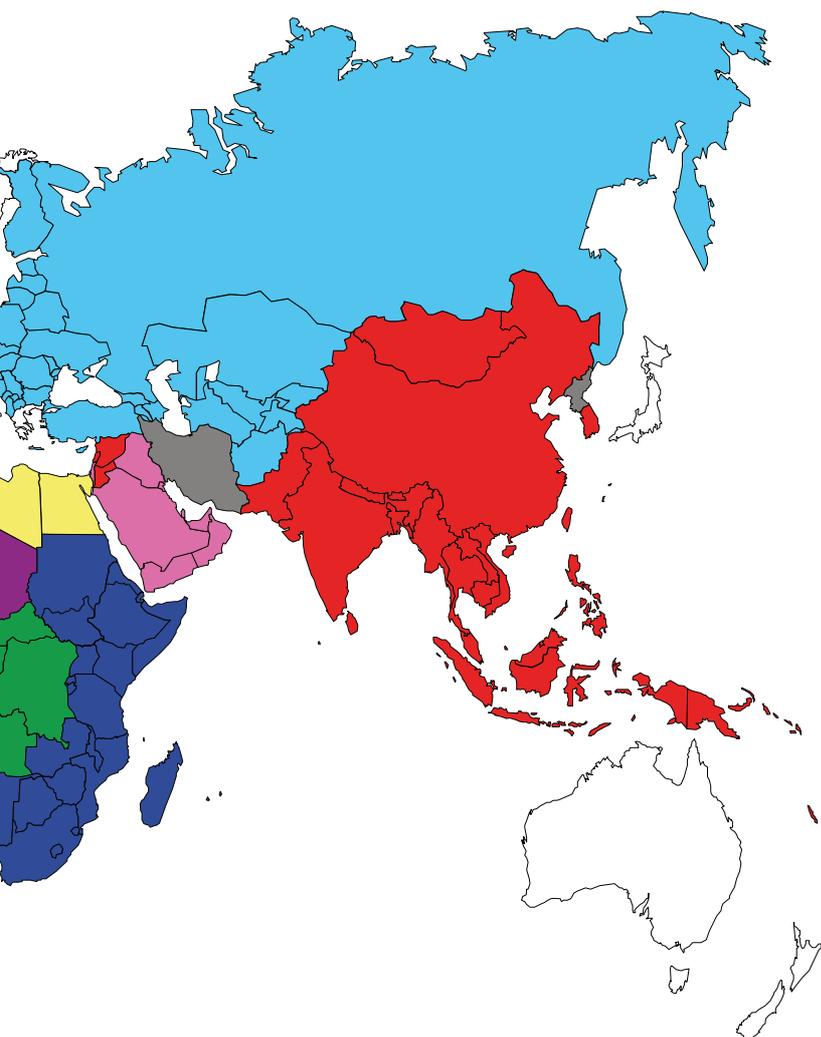


### DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse postale : 37 quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07

Adresse géographique : 20, avenue de Ségur - 75007 Paris

Site internet : [www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense)



## MOYENS

<p><b>Sous-directeur Moyens</b> Bertrand CHANDOUINEAU (COL (T)) Tél 01.43.17.81.43</p>	
<p><b>Chargé de mission auprès du directeur</b> <b>Bureau Juridique et Finances</b> Jean-Pierre EVEN (CRG (A)) Tél 01.43.17.97.80</p>	
<p><b>Bureau Personnel</b> Eric JOSSET (LCL (T)) Tél 01.43.17.97.85</p>	
<p><b>Bureau Formation et Stages</b> Laurent SAUVEE (LCL (T)) Tél 01.43.17.81.87</p>	
<p><b>Bureau Logistique</b> Frédéric DEVERRE (LCL (T)) Tél 01.43.17.81.90</p>	

## QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

<p><b>Sous-directrice Questions Multilatérales et Sectorielles</b> Laurence PAÏS Tél 01.43.17.82.91</p>	
<p><b>Sécurité intérieure* / Coopération technique</b> Pascal AUGRAIN (CD (P)) Tél 01.43.17.68.11</p>	
<p><b>Sécurité intérieure / coopération technique</b> Éric ABRAHAM (CDT (P)) Tél 01.43.17.68.20</p>	
<p><b>Gendarmerie** / EIFORCES / CPPJ</b> Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G)) Tél 01.43.17.65.45</p>	
<p><b>Protection civile</b> Bruno ULLIAC (LCL (SC)) Tél 01.43.17.54.59</p>	
<p><b>Soutien à la paix / EMP / Sécurité maritime</b> Eric de BEAUREGARD (CRC2 (M)) Tél 01.43.17.61.11</p>	
<p><b>Partenariat UE-Afrique / Appui aux OR africaines</b> Nora ZELAZLI (CF (M)) Tél 01.43.17.80.68</p>	

\* Conseiller sécurité intérieure du directeur  
\*\* Conseiller gendarmerie du directeur



Retrouvez en pages centrales de ce numéro un cahier spécial dédié au Service Civique d'Aide au Développement (SCAD).

Le SCAD, une expérience originale :

Proposer à de jeunes civils volontaires ou de jeunes militaires à réinsérer...

...d'acquérir une formation professionnelle dans un métier choisi...

...réalisée au sein d'organismes civils et dans un environnement militaire...

...incluant une participation au développement du pays...

...avant leur insertion dans la vie économique locale !